

Perspectives économiques mondiales

La résilience à l'épreuve : coûts de l'énergie et tensions commerciales brident la croissance

Aperçu des principales économies du monde, de la croissance du PIB, des cours des produits de base, des taux d'intérêt et des taux de change

Services économiques d'EDC
juillet 2026



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	3
SECTION 1 : CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE	5
La réduction des stocks pétroliers rend les marchés vulnérables	6
Les cours énergétiques maintiennent les taux d'intérêt élevés	7
L'inflation et les tensions budgétaires augmentent les coûts d'emprunt	8
États-Unis : l'embauche repart, la croissance des salaires fléchit	9
Les finances du consommateur sous tension	10
Canada : les perspectives de croissance restent en demi-teinte	11
Les exportations de biens gardent le cap, mais la croissance reste timide	12
Dynamos de la croissance en Europe : changement de garde	13
Contribution de la Chine aux exportations mondiales : hausse et recalibrage	14
SECTION 2 : PERSPECTIVES PAR PAYS	15
SECTION 3 : PERSPECTIVES POUR LES PRODUITS DE BASE	24
SECTION 4 : PRÉVISIONS D'EDC	28



Sommaire

La résilience à l'épreuve : coûts de l'énergie et les tensions commerciales brident la croissance

Stuart Bergman

Vice-président et économiste en chef

La guerre en Iran, déclenchée en février, a dominé le deuxième trimestre de 2026. Le blocage du détroit d'Ormouz a mis à l'arrêt environ un cinquième du commerce énergétique mondial, avec comme résultats une inflation galopante, des tensions inflationnistes ravivées et de nouvelles inquiétudes quant à la croissance mondiale. Par chance, l'économie mondiale a de nouveau fait montre d'une remarquable résilience.

Au moment de la rédaction, les États-Unis et l'Iran avaient entamé un premier cycle de pourparlers, qui avaient fait naître l'espoir d'un accord permanent mettant fin aux hostilités et ramenant le fret maritime commercial aux niveaux d'avant la crise. Pourtant, en dépit de l'optimisme ponctuel des marchés des capitaux, l'incertitude entourant la navigation sécuritaire dans le détroit persiste. Dans son édition de l'été 2026 des *Perspectives économiques mondiales*, les Services économiques d'EDC révèlent que le retour aux niveaux d'avant la guerre ne se fera pas avant 2027. Les rapports de mai dernier de l'Agence internationale de l'énergie, qui faisaient état de stocks mondiaux historiquement bas et de pénuries en aval du côté des raffineries, portent à croire que les difficultés liées à l'approvisionnement et la volatilité énergétique ne se dissiperont pas dans l'immédiat.

L'ascension des cours modère les perspectives

En date du 10 juin, nous tablons sur des cours mondiaux de l'énergie restant supérieurs à ceux d'avant le conflit jusqu'à la fin de l'année, le cours moyen du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) devant atteindre en moyenne environ 96 dollars américains le baril en 2026 et près de 84 dollars américains le baril en 2027. Cette tenue des cours fait écho à l'incertitude tenace et aux efforts déployés pour reconstituer les stocks épuisés dans l'espoir de se prémunir de futures flambées.

Au-delà des incertitudes liées à la guerre, l'économie mondiale doit toujours braver de nouvelles menaces tarifaires, ce qui complique le travail des prévisionnistes. Rappelons que le gouvernement américain a annoncé des tarifs de 12,5 % sur les importations en provenance de la plupart des pays, ou encore de 10 % sur les importations canadiennes et mexicaines ne respectant pas les dispositions de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), dont l'entrée en vigueur est prévue en juillet.

Les États-Unis sont mieux prédisposés à absorber ces chocs en raison de son statut d'exportateur net d'énergie. Alors que l'inflation corrigée des salaires a diminué, et même frôlé la contraction, l'embauche a repris du mieux au dernier trimestre. Cette dynamique continue de donner un élan au consommateur américain, dont la morosité demeure à des niveaux historiques. Soulignons que les dépenses d'infrastructure liées aux centres de données et les dépenses d'investissement sont un baume pour l'investissement des entreprises. Dans l'ensemble, la croissance de l'économie étatsunienne s'élèverait à 2 % en 2026 et à 2,1 % en 2027.

Tout comme dans d'autres pays, le coût élevé des carburants a fait grimper les prix pour les producteurs et les consommateurs américains, situation qui complique le travail d'anticipation de la Réserve fédérale américaine (Fed), sous la gouverne de son nouveau président, Kevin Warsh. Après avoir envisagé d'abaisser ses taux d'intérêt, la Fed pourrait désormais les relever de 25 points de base d'ici la fin de l'année. La détente de l'inflation prévue au second semestre de 2027 inciterait la Fed à de nouveau adopter une posture accommodante, ce qui augmenterait la probabilité de futures diminutions des taux.

Les perspectives pour le Canada restent plus modérées. Malgré une légère contraction dans le premier trimestre de l'exercice, nous prévoyons que l'économie du Canada inscrira une croissance de 1 % en 2026, puis de 2,1 % en 2027. L'incertitude commerciale, l'exposition aux droits de douane et l'investissement commercial en berne continuent de peser sur l'activité. Au vu de ce contexte, le consommateur reste prudent, et les récentes modifications apportées à la politique d'immigration ont effacé les retombées positives d'une croissance démographique historiquement élevée.

S'il est vrai que l'ascension des cours pétroliers mondiaux est une manne pour les provinces productrices et pour les gouvernements – sous la forme de recettes publiques –, il reste que l'envolée des coûts énergétiques pénalise le pouvoir d'achat et l'activité dans d'autres secteurs. À la lumière de cette conjoncture, nous prévoyons que l'inflation se situera en moyenne 2,9 % en 2026, avant de glisser à 2,3 % en 2027. Il y a fort à parier que la Banque du Canada s'efforcera de concilier une croissance qui fléchit



Sommaire

La résilience à l'épreuve : coûts de l'énergie et tensions commerciales brident la croissance

Stuart Bergman

Vice-président et économiste en chef

et les tensions inflationnistes tenaces en maintenant sa politique monétaire pendant une bonne partie de 2026 et de 2027. Par rapport au billet vert, le huard devrait ainsi s'échanger en moyenne à environ 73 cents jusqu'à la fin de l'horizon prévisionnel, avec en toile de fond de possibles épisodes de volatilité.

Pour sa part, la zone euro se voit accoler des perspectives à court terme parmi les moins favorables des économies avancées en raison de sa sensibilité aux cours élevés de l'énergie et à une demande extérieure pousive. Nos prévisions de croissance pour la zone se fixent à tout juste 0,8 % en 2026 et 1,3 % en 2027.

On s'attend à ce que la tenue de l'économie allemande soit décevante, avec une croissance de 0,6 % cette année et de 1,1 % l'an prochain, soutenue de plus en plus par les dépenses publiques dans l'infrastructure et la défense. La morosité, la mollesse de la demande extérieure et la montée des coûts énergétiques continueront de tempérer l'élan du secteur privé. S'agissant de la France, nous prévoyons pour l'économie de l'Hexagone un essor de 0,6 % en 2026 et de seulement 0,9 % en 2027. Les dépenses des ménages et l'investissement des entreprises restent faibles, minées par les tensions inflationnistes et l'incertitude persistante planant sur la sphère politique à l'approche des élections présidentielles de 2027.

Chine : les exportations continuent de dynamiser la croissance

Quant à l'économie chinoise, elle continue de pâtir d'une demande intérieure pousive et de tensions commerciales tenaces, alors même que le secteur des exportations continue d'éperonner la croissance globale. Selon nous, la croissance du PIB demeurera dans la fourchette cible plus souple et légèrement inférieure fixée par le gouvernement chinois à 4,7 % cette année. En 2027, la croissance devrait se ralentir à 4,4 %, mais demeurer robuste par rapport aux normes mondiales, et s'orienter vers une trajectoire plus modeste et plus durable. Le pays a géré la crise du détroit d'Ormouz en réduisant ses importations plutôt qu'en puisant dans ses réserves intérieures, ce qui a aidé les entreprises à maintenir la production pour les exportateurs et tempéré la demande sur les approvisionnements mondiaux.

De manière générale, la guerre en Iran a fait bondir le cours des matières premières, à l'exception de celui de l'or. Après s'être hissé à plusieurs reprises à des sommets inédits en 2024 et en 2025, le cours aurifère a entamé un épisode de consolidation porté par la prise de bénéfices, des attentes à la baisse de baisse des taux et d'une pause de la demande pour cette valeur refuge, au gré de la stabilisation des conditions macroéconomiques. D'après nous, le cours de l'or restera élevé par rapport aux normes historiques, s'échangeant en moyenne à 4 574 dollars américains l'once en 2026, puis à 4 700 dollars américains en 2027. Sa lancée stratosphérique semble terminée, du moins pour le moment.

Conclusion : la croissance mondiale fléchit

L'économie mondiale doit de nouveau encaisser un choc de taille, et même sa résilience semble mise à l'épreuve. La perturbation de l'activité dans le détroit d'Ormouz a fait flamber les cours de l'énergie, ravivé les tensions inflationnistes et jeté un voile sur l'évolution des politiques, alors même que la menace tarifaire continue de brouiller l'horizon commercial.

Selon nous, la croissance reculera à 2,8 % en 2026, l'essor des marchés développés se limitant à tout juste 1,5 % et celui des marchés en développement s'établissant à 3,7 %. L'an prochain, aucun nouveau choc ne devrait faire dérailler les progrès réalisés, si bien que l'économie mondiale devrait peu à peu retrouver de son allant. Nous tablons donc sur une relance de la croissance mondiale, qui se fixera à 3,2 %. Les marchés en développement renoueront avec le rythme de croissance d'après la pandémie, soit d'autour de 4,3 %, alors que les marchés développés réaliseront une croissance de 1,7 %.

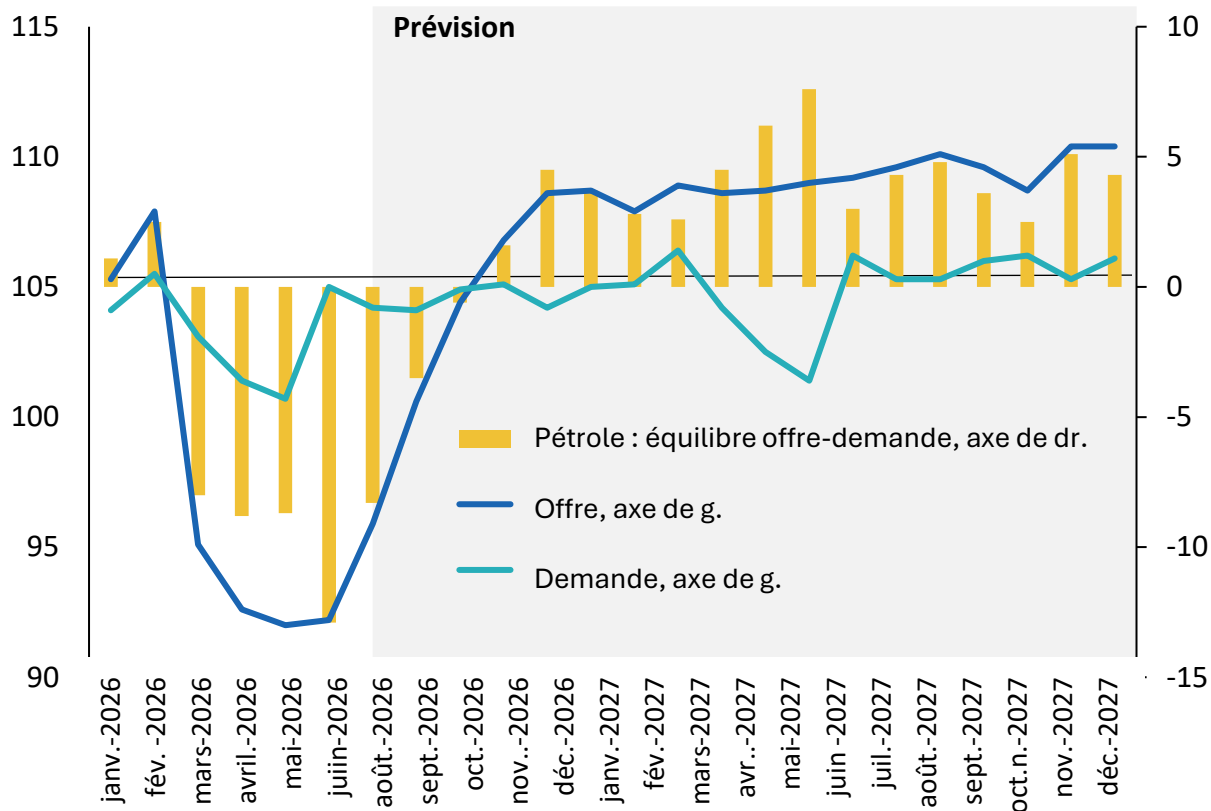
CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

La réduction des stocks pétroliers rend les marchés vulnérables

La fermeture prolongée du détroit d'Ormuz a perturbé le transit de produits énergétiques à l'échelle du globe et transformé les réservoirs du monde entier en « producteurs marginaux » sur le marché pétrolier. Les stocks constitués avant la crise, ainsi que les prélèvements dans les réserves d'urgence, ont contribué à compenser le repli de l'activité. Toutefois, les stocks ont chuté en deçà des niveaux saisonniers habituels. Un accord permanent visant à mettre fin à la guerre et à ramener le trafic maritime aux niveaux d'avant la crise permettrait de réduire les pénuries. Pour l'heure, les marchés pétroliers restent tendus et vulnérables à de nouvelles perturbations et à la volatilité des cours, advenant une escalade des risques géopolitiques.

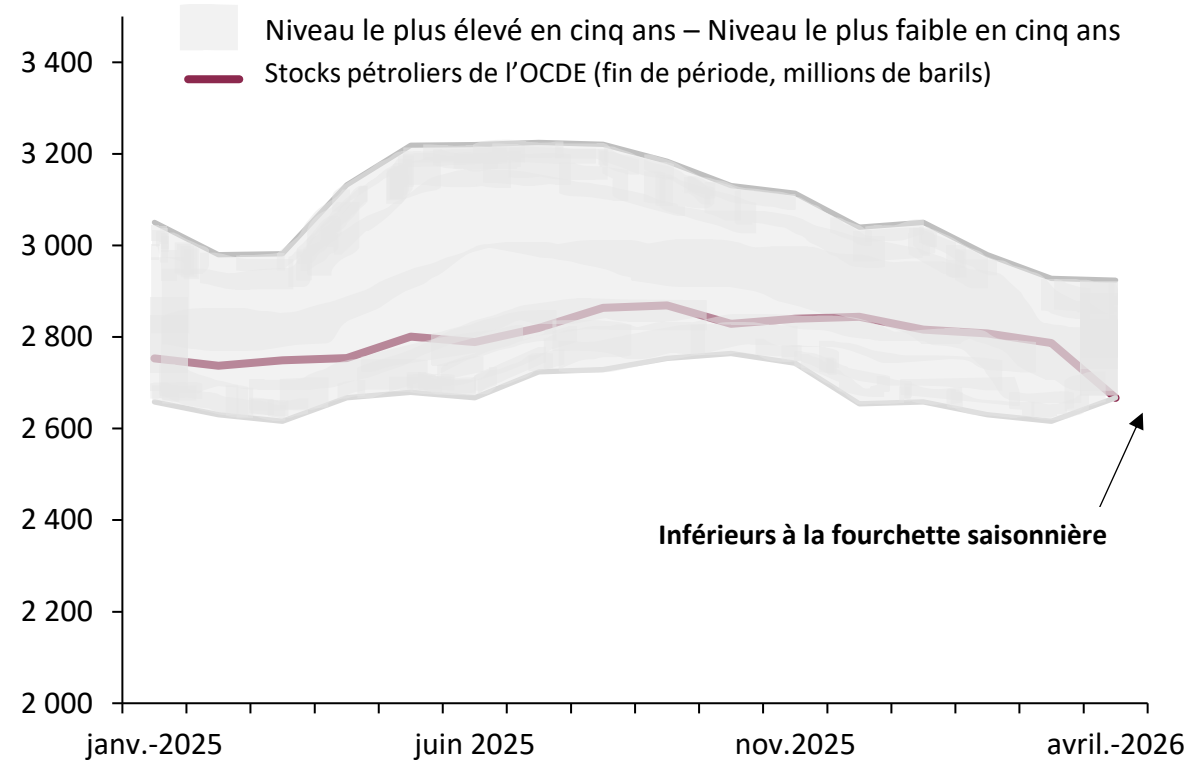
La demande pétrolière dépasse l'offre dans les principales régions

Millions de barils



Les stocks de l'OCDE chutent sous les normes historiques

Millions de barils

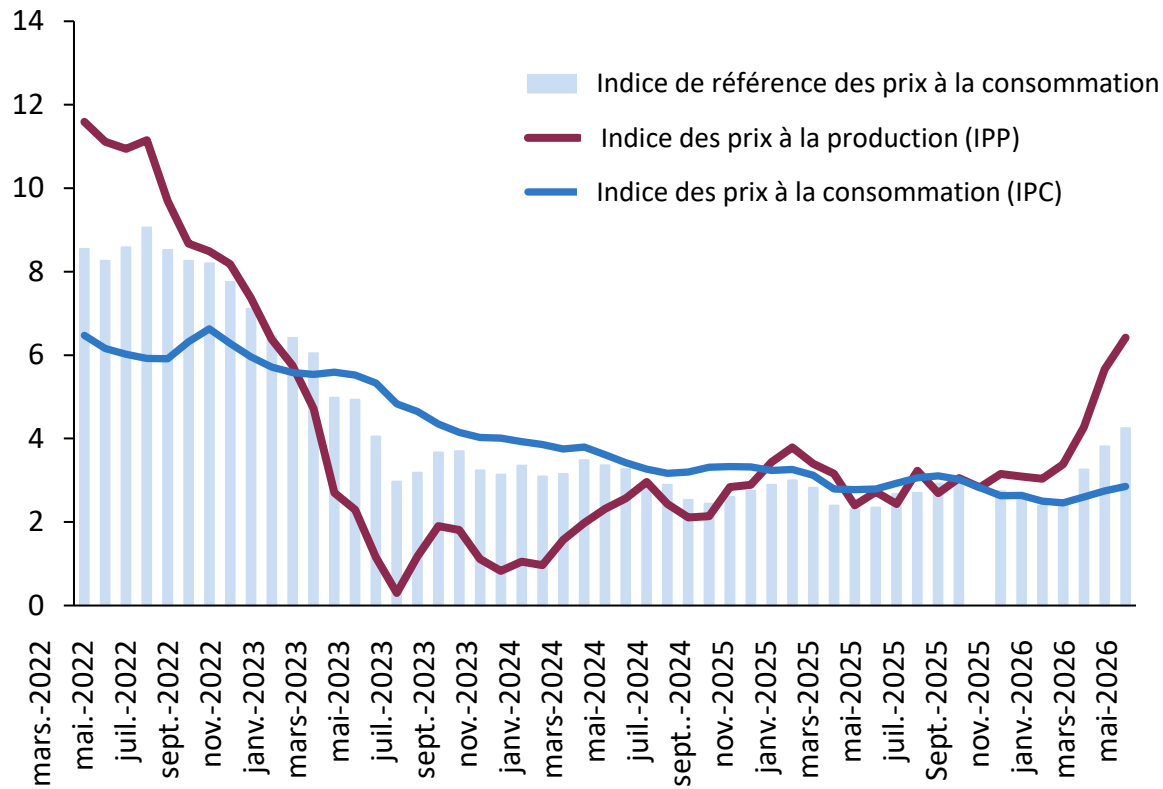


Les cours de l'énergie maintiennent les taux d'intérêt élevés

La hausse des cours de l'énergie fait grimper les coûts pour les producteurs et les consommateurs, ce qui accentue les tensions inflationnistes dans les grandes économies. Si le conflit avec l'Iran a perdu en intensité, le choc des cours énergétiques continue de se répercuter sur les chaînes d'approvisionnement et la croissance économique, ce qui incite les banques centrales à jouer de prudence.

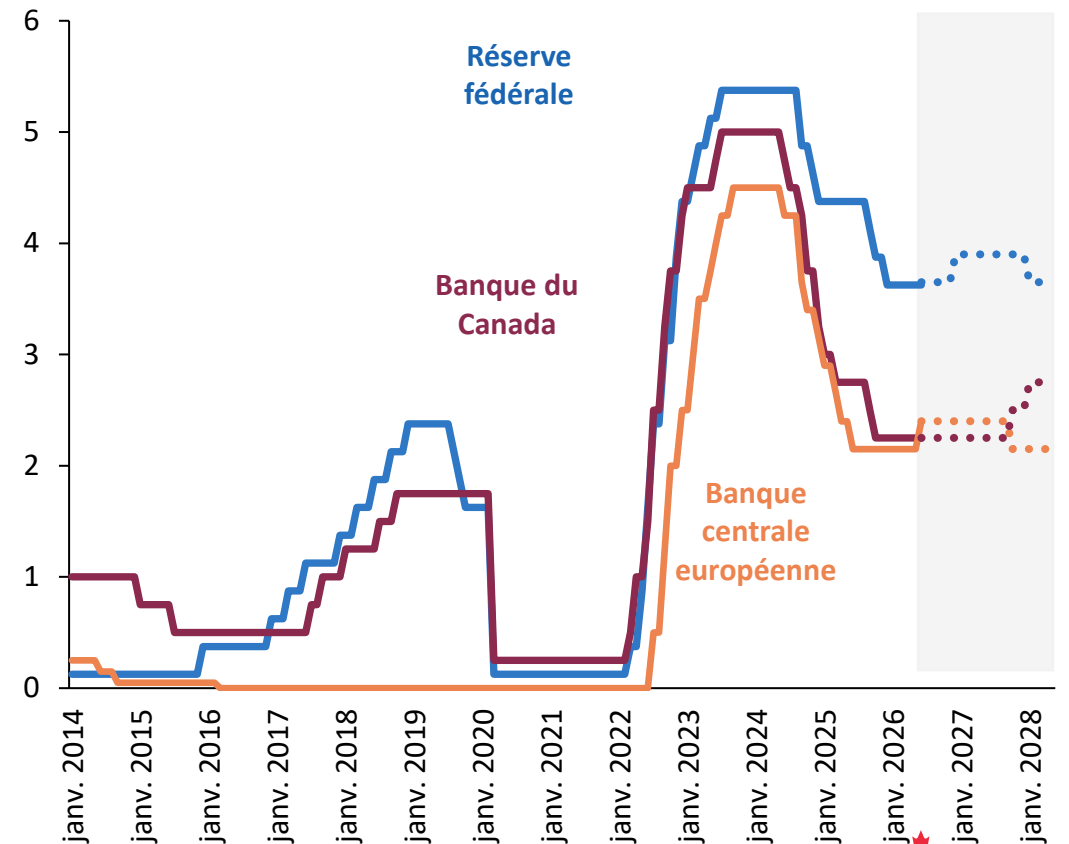
Les tensions sur les prix à la production font grimper l'inflation

Pourcentage, d'une année sur l'autre



L'inflation tenace maintient les taux d'intérêt élevés

Pourcentage

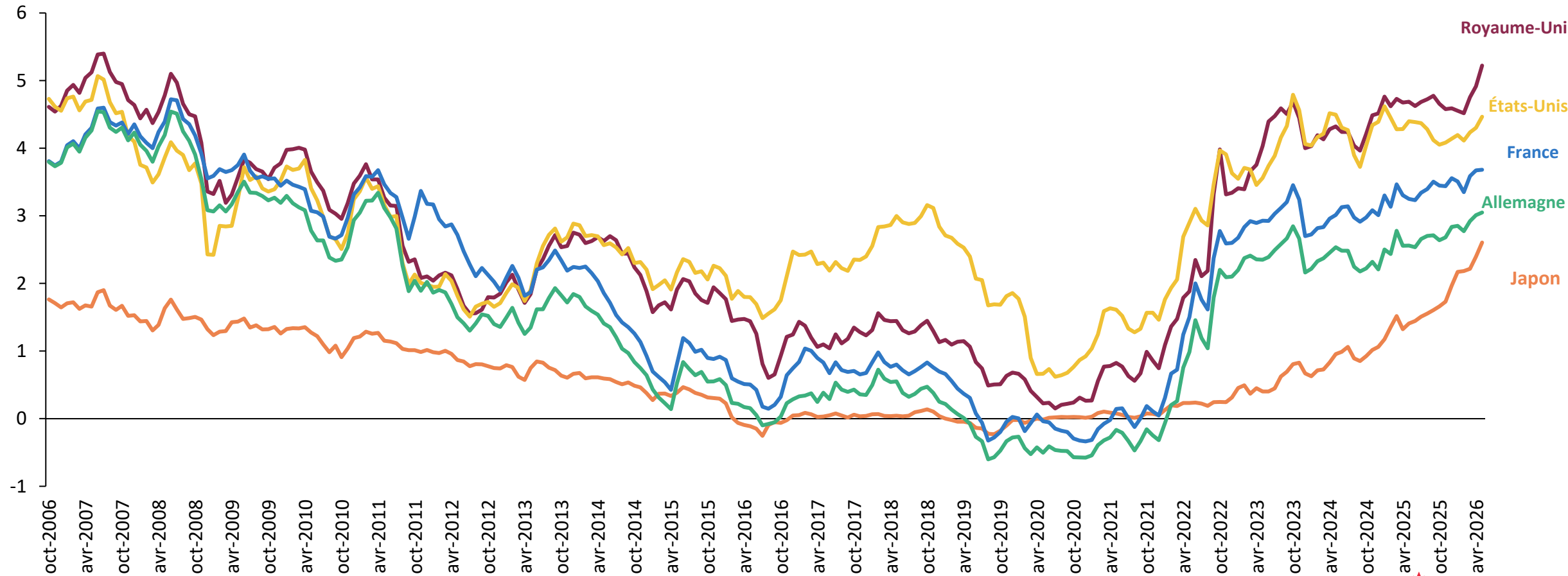


L'inflation et les tensions budgétaires augmentent les coûts d'emprunt

Si la croissance reste résiliente, l'inflation persistante a incité les banques centrales à adopter une politique monétaire restrictive. Parallèlement, le raffermissement de la demande en matière de dépenses, notamment à destination de la défense et de la sécurité, limite la souplesse budgétaire. Résultat : les coûts d'emprunt ont augmenté et entraîné un resserrement des conditions financières pour les gouvernements, les entreprises et les ménages.

La hausse des taux directeurs accentuée par des rendements à long terme élevés

Pourcentage du taux de rendement annuel moyen (%)

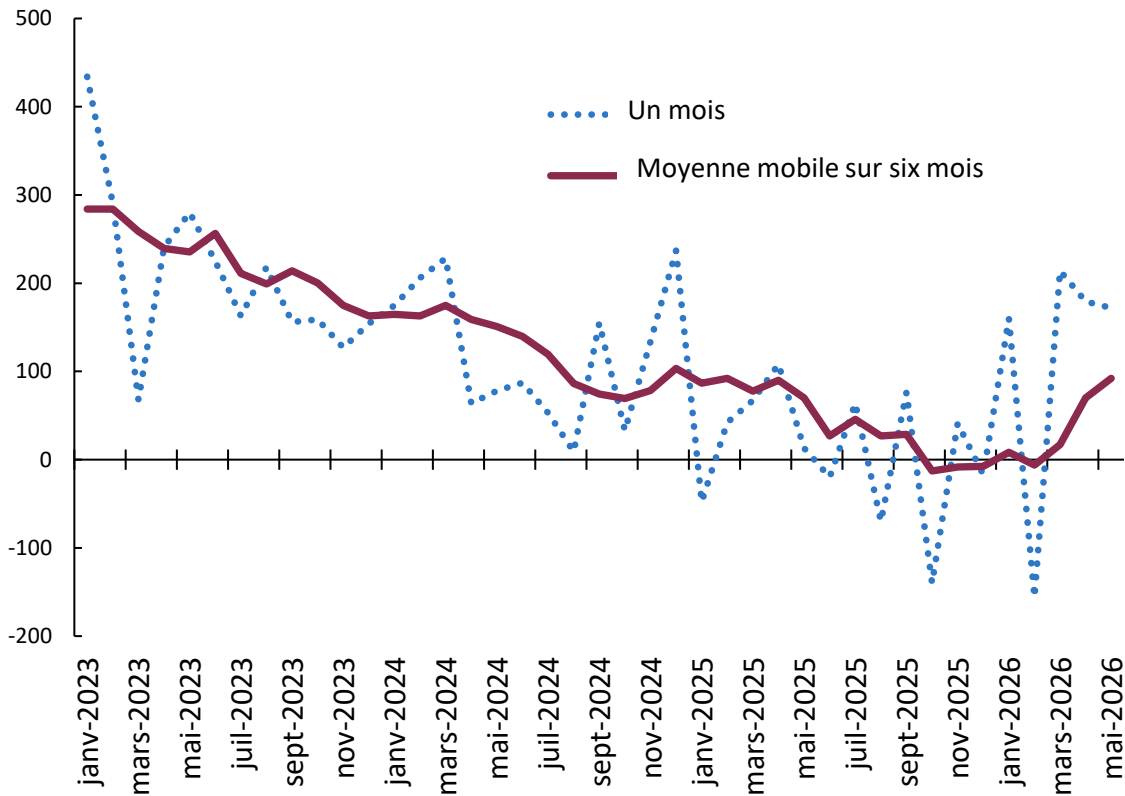


États-Unis : l'embauche repart, la croissance des salaires fléchit

La croissance de l'emploi aux États-Unis, en berne pendant la majeure partie de 2025, a pris du mieux ces derniers mois. Toutefois, la croissance des salaires, corrigée de l'inflation, a fléchi – frôlant parfois même la contraction –, un repli qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et l'élan de la demande de la part des consommateurs. Cette divergence laisse entrevoir un relâchement des tensions inflationnistes liées aux salaires dans un marché du travail encore résilient.

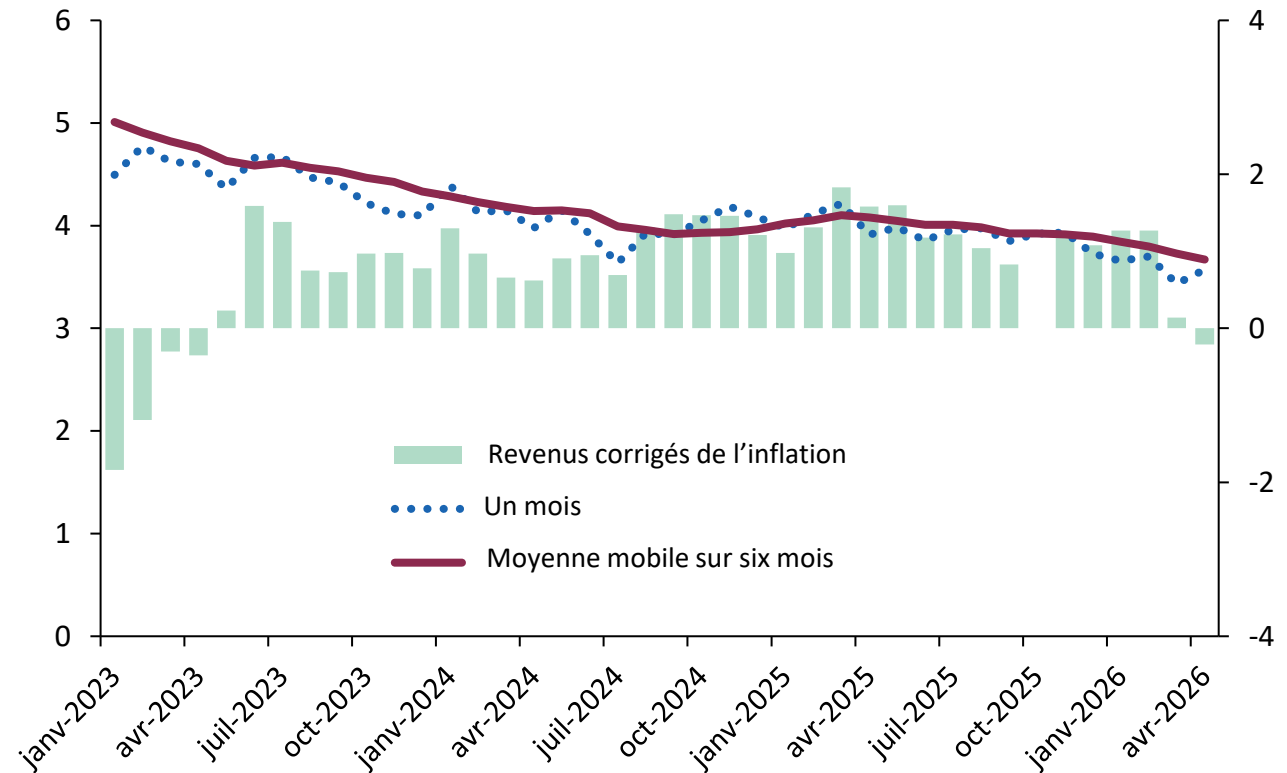
La dynamique d'embauche s'améliore

Variation annuelle (en milliers)



La croissance des salaires continue de se ralentir

Pourcentage de croissance, d'une année sur l'autre (en pourcentage)

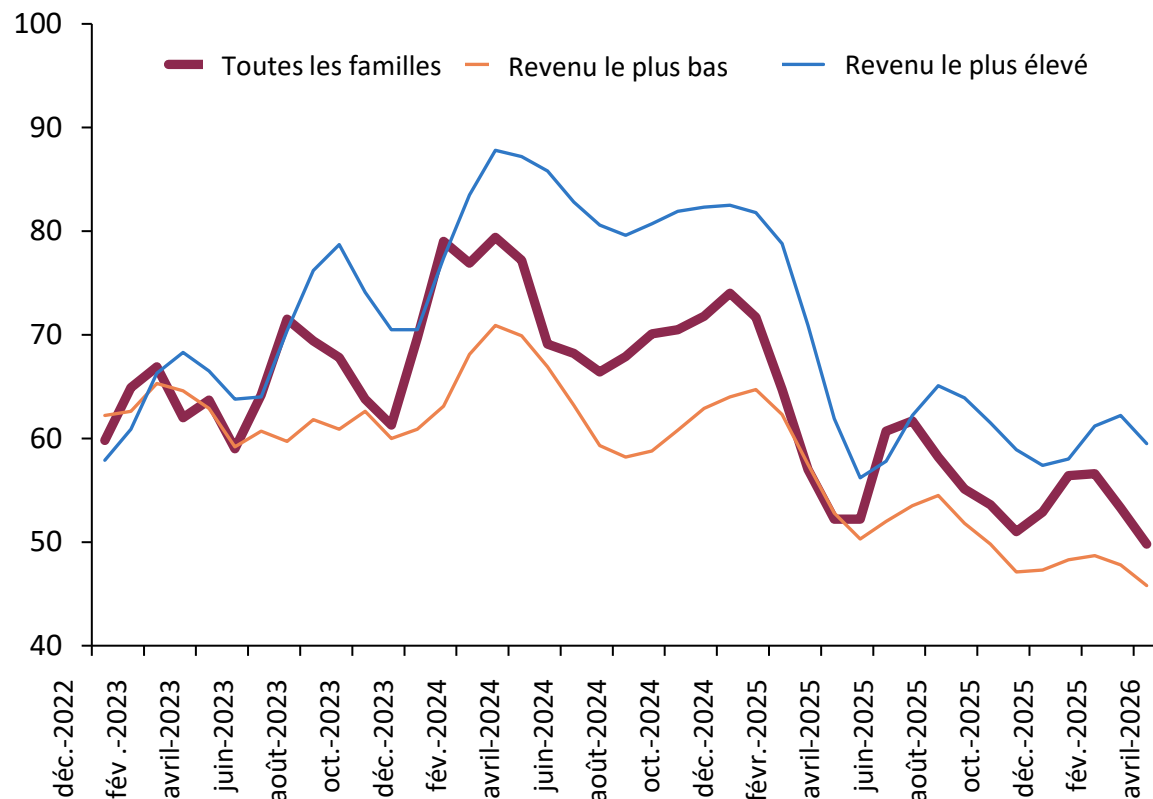


Les finances du consommateur sous tension

La morosité gagne les consommateurs de toutes les tranches de revenus aux États-Unis, les ménages à faible revenu étant ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés. La hausse du côté des retards de paiement sur les cartes de crédit et les prêts-autos témoigne de tensions grandissantes sur les finances des ménages. Ces tendances donnent à penser que le resserrement des conditions financières et la détérioration des perspectives de revenus pèsent sur les consommateurs et réduisent leur capacité à faire face aux coûts d'emprunt élevés.

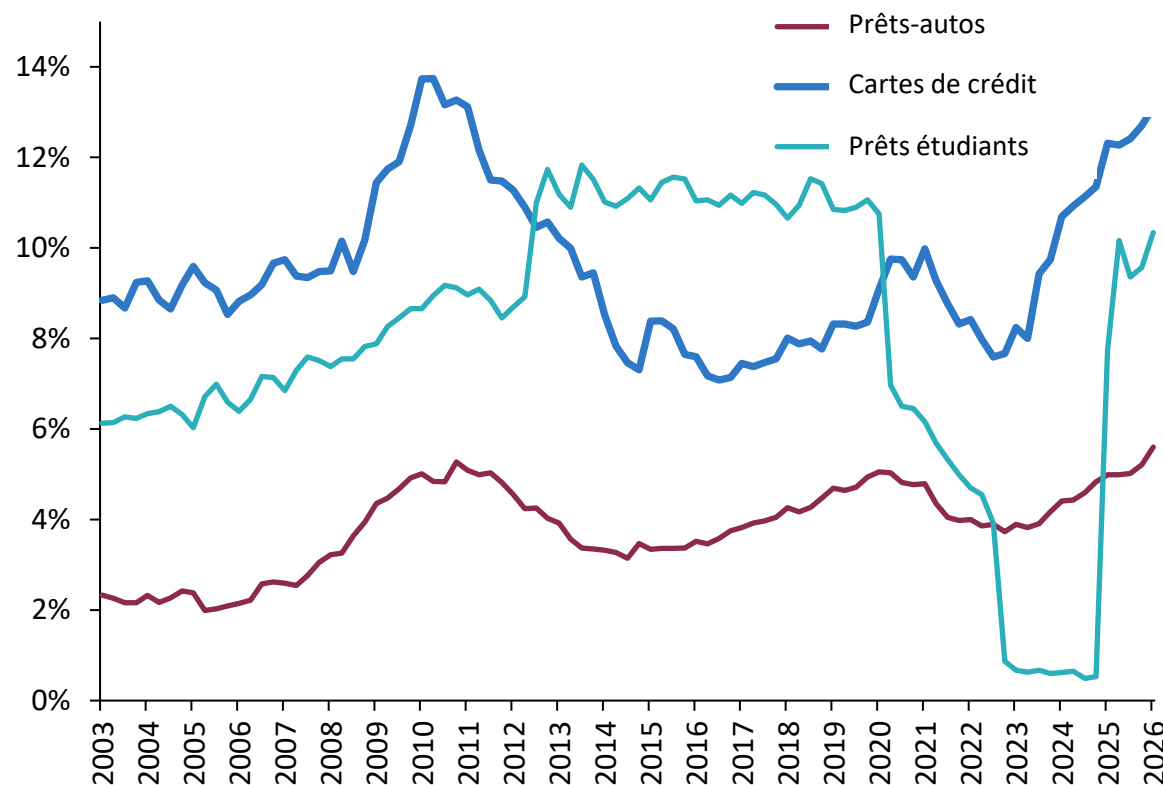
La morosité progresse, surtout chez les ménages à faible revenu

Toutes les familles et moyennes mobiles sur 3 mois pour les tertiles de revenus



Hausse de la part des soldes de cartes de crédit en retard de paiement de plus de 90 jours et possible stress financier

Pourcentage du solde



Sources : Université du Michigan/Haver Analytics; FRBNY Consumer Credit Panel/Equifax/Haver Analytics

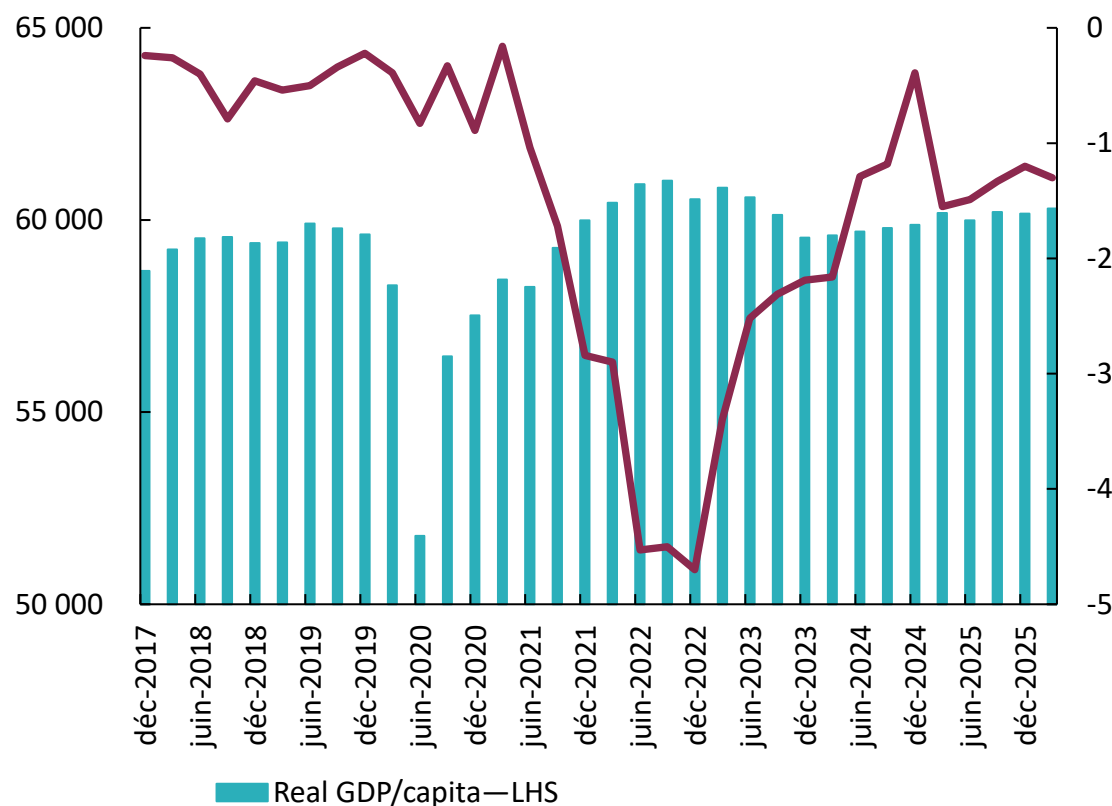
Remarques : Les tertiles de l'indice de confiance en matière de revenus sont répartis entre le tiers inférieur, le tiers intermédiaire et le tiers supérieur. Les dates représentent la date du sondage.

Canada : les perspectives de croissance restent en demi-teinte

Le PIB réel par habitant progresse, surtout en raison de l'ajustement démographique, mais les perspectives peu éclatantes de croissance des salaires portent à croire que la demande des ménages restera fragile au cours de l'exercice à venir. L'investissement des entreprises dans la machinerie et l'équipement continue de reculer en raison de l'incertitude à l'échelle mondiale. Cette dynamique pénalise la productivité et la croissance à court terme.

Les ternes prévisions salariales annoncent une demande fragile

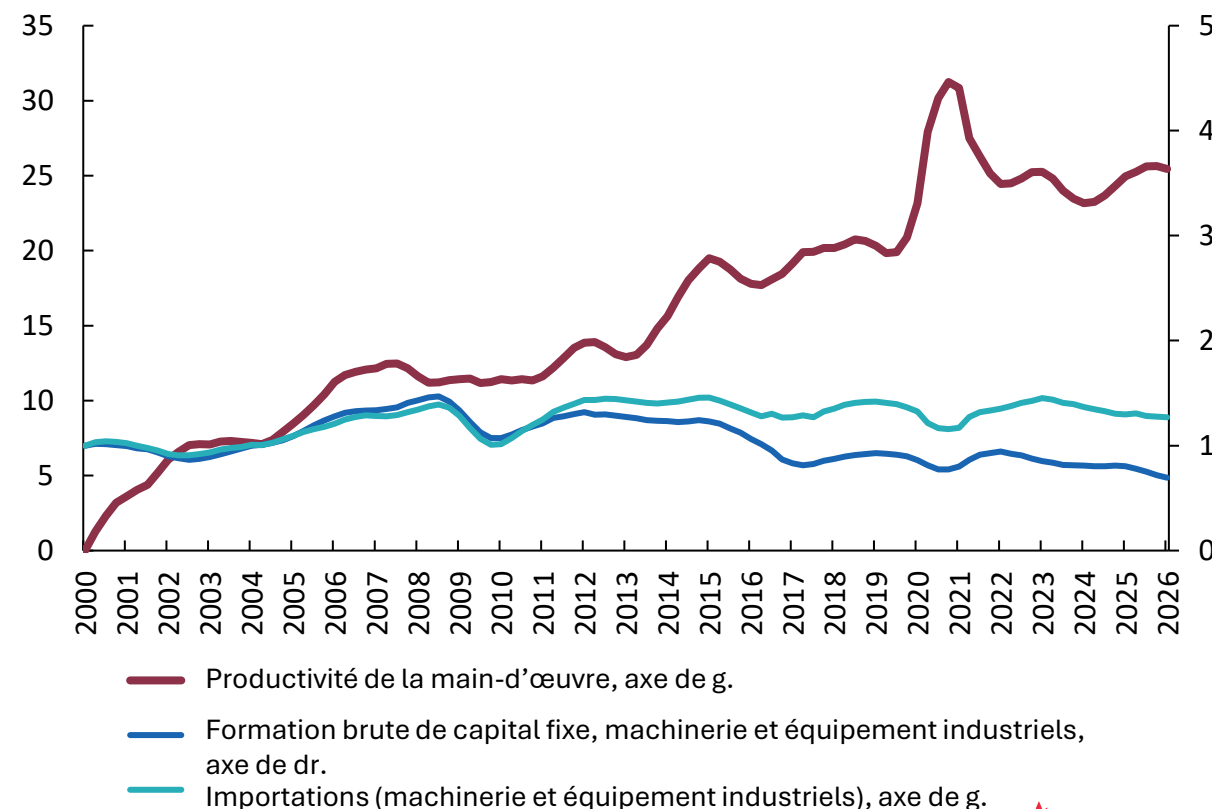
Axe de gauche : PIB réel par habitant (en dollars canadiens enchaînés [2017], annualisé); axe de droite : pourcentage



PIB réel par habitant : d real Croissance réelle des salaires prévue (un an), à dr.

La faiblesse des investissements pèse sur la productivité

Moyenne mobile sur 1 an, indexation à 2000 = 100



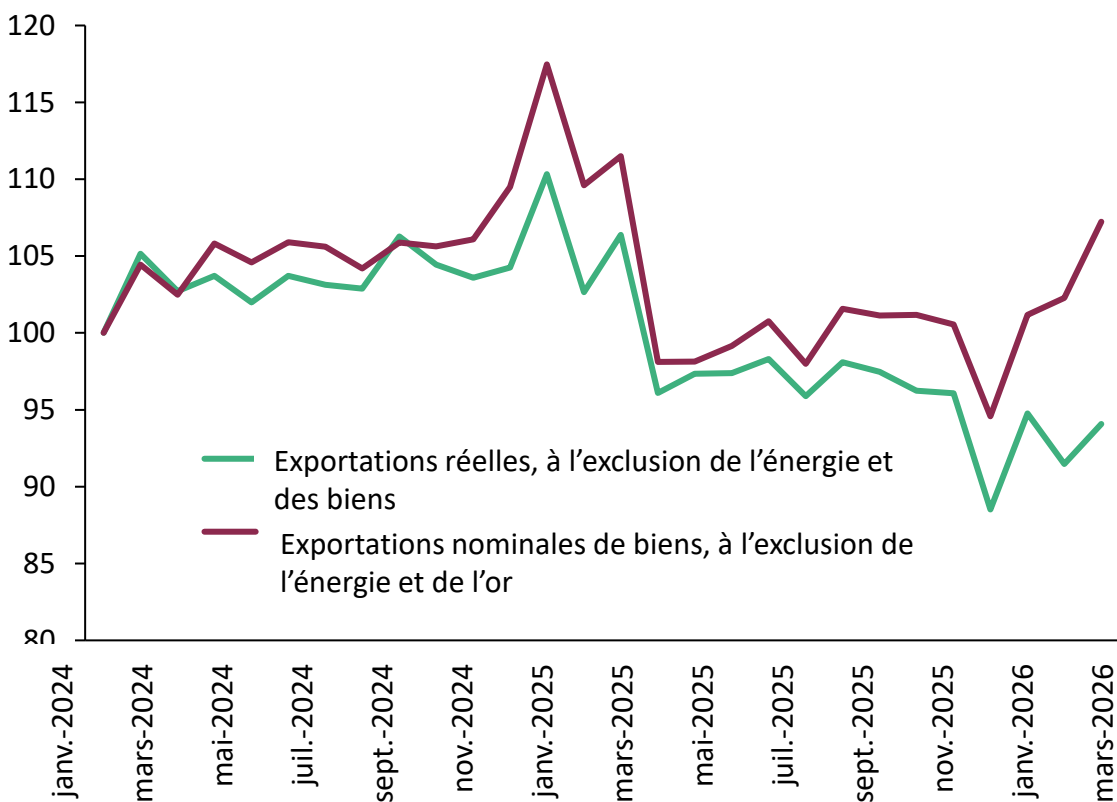
Productivité de la main-d'œuvre, axe de g.
Formation brute de capital fixe, machinerie et équipement industriels, axe de dr.
Importations (machinerie et équipement industriels), axe de g.

Les exportations de biens gardent le cap, mais la croissance reste timide

La bonne tenue des exportations du Canada est soutenue par de solides expéditions d'énergie et d'or, qui masquent les faiblesses observées ailleurs. Si les exportations nominales sont restées résilientes, les expéditions corrigées en fonction des prix demeurent faibles. Les gains à l'exportation se concentrent aussi sur quelques produits, tandis que les gains globaux peinent à s'imposer dans le contexte mondial actuel. Le rendement supérieur sur certains marchés non américains (notamment l'énergie et l'or) contribue à compenser le plus faible rendement dans plusieurs catégories aux États-Unis.

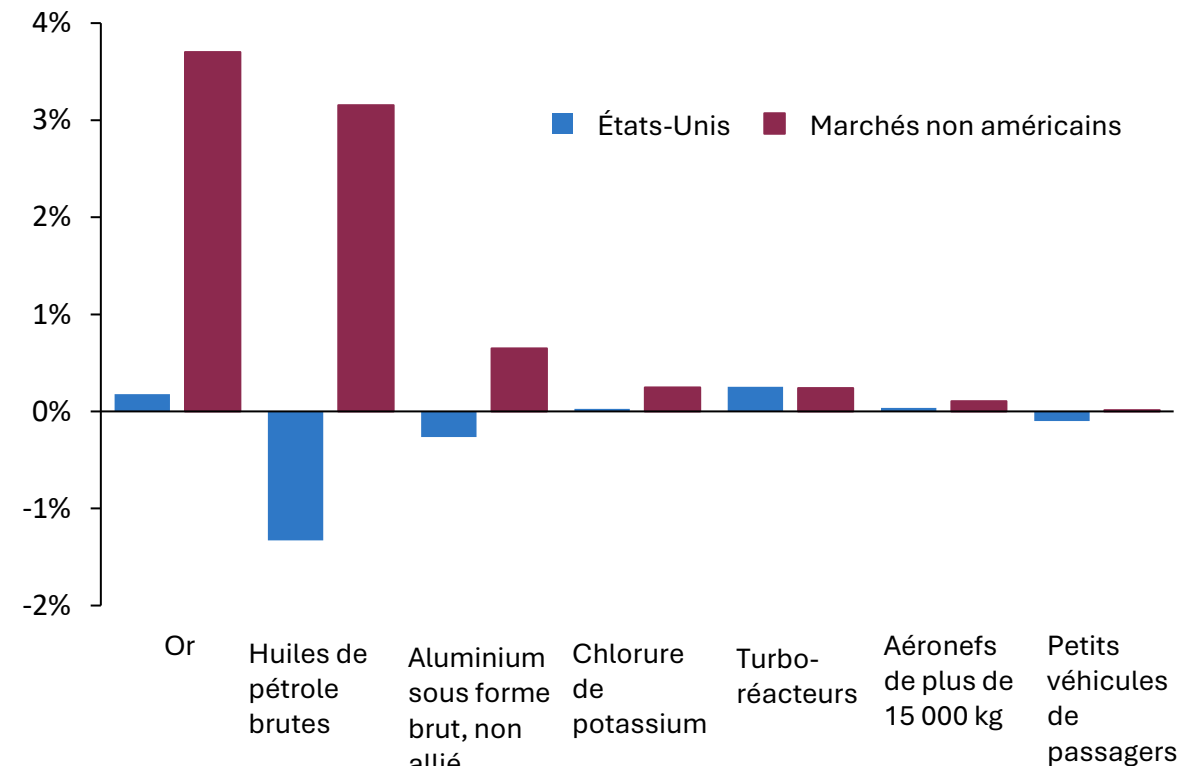
Les exportations nominales se maintiennent, mais les volumes sont faibles hors du secteur de l'énergie

Données désaisonnalisées, indexation à 2024 = 100



L'or et l'énergie ont été les principaux moteurs de la hausse des exportations canadiennes vers des marchés non américains

Variation des exportations exprimée en part des exportations canadiennes totales, de 2024 à 2025 (points de pourcentage)

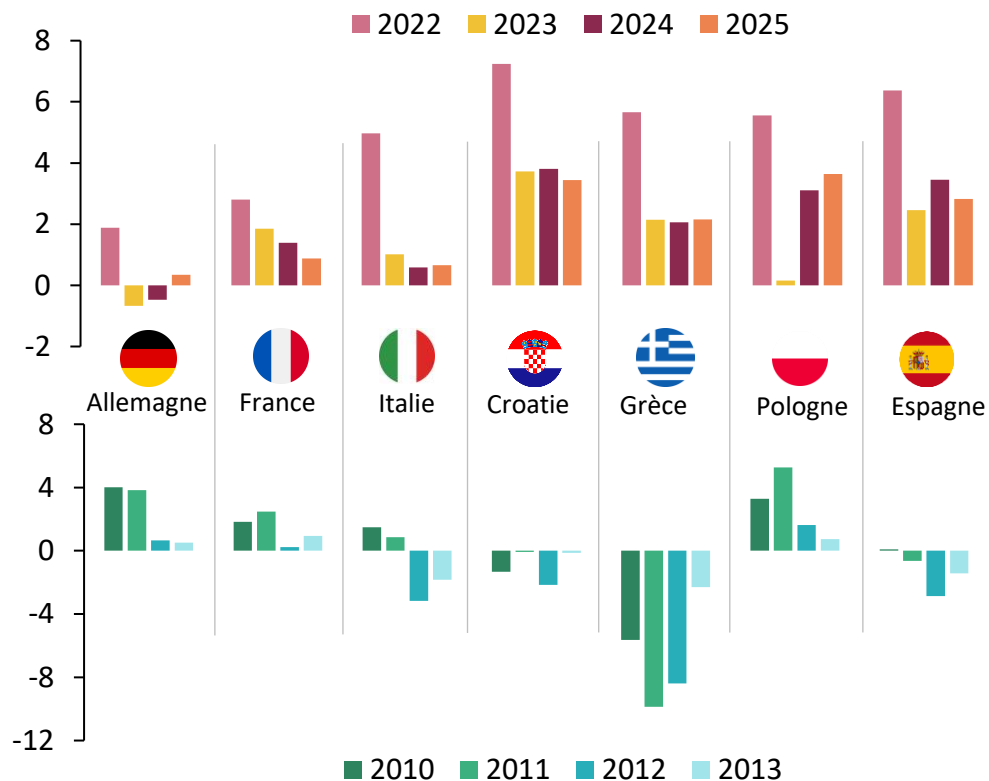


Dynamos de la croissance en Europe : changement de garde

Depuis la crise financière mondiale de 2008 et la crise de la dette souveraine en Europe vers 2011, les tendances de croissance de l'Europe ont évolué : l'Italie, la Grèce et l'Espagne ont pris des mesures pour réduire les déséquilibres, renforcer leurs systèmes financiers, améliorer leur compétitivité et rétablir la confiance. Ces changements, ainsi que la relance du tourisme, les investissements financés par l'UE, l'essor de l'emploi, la résilience face aux chocs géopolitiques et une plus grande intégration dans les chaînes d'approvisionnement européennes, sont autant d'éléments ayant hissé leurs taux de croissance en tête du classement.

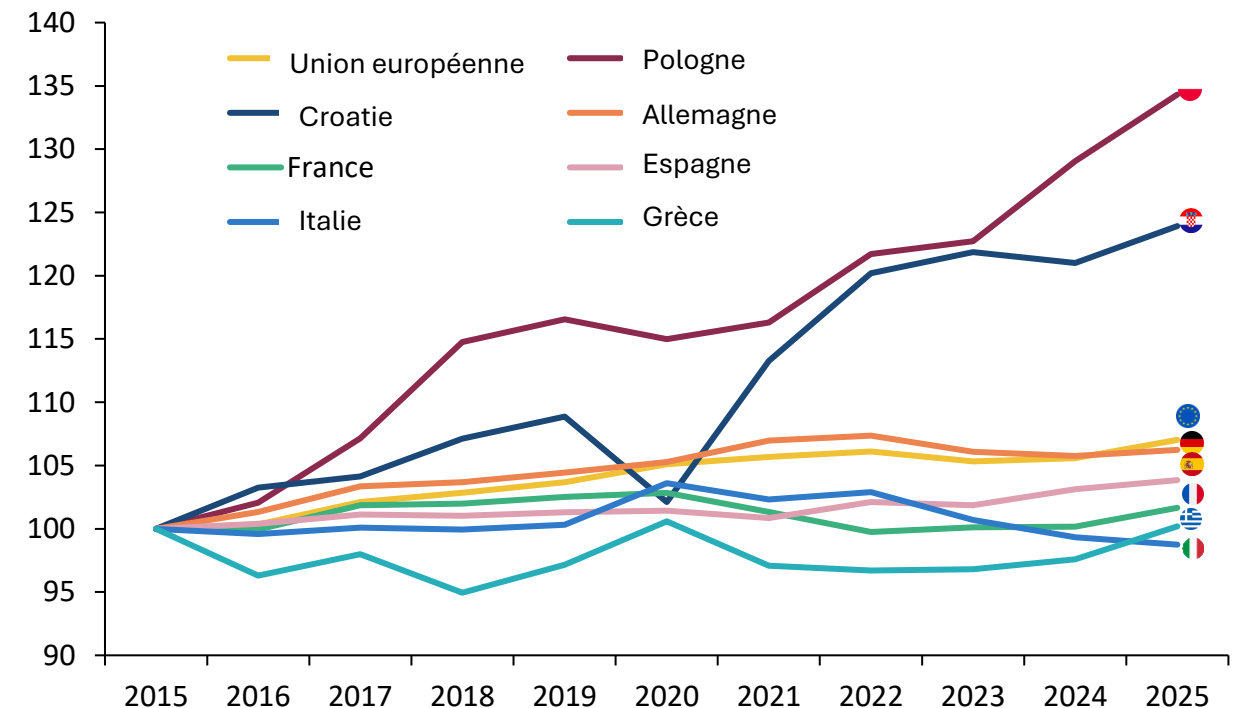
Le leadership en matière de croissance a évolué partout en Europe

PIB réel, d'une année sur l'autre, pourcentage



Les écarts de productivité continuent de se creuser en Europe alors que les grandes économies stagnent

Indexation à 2015 = 100

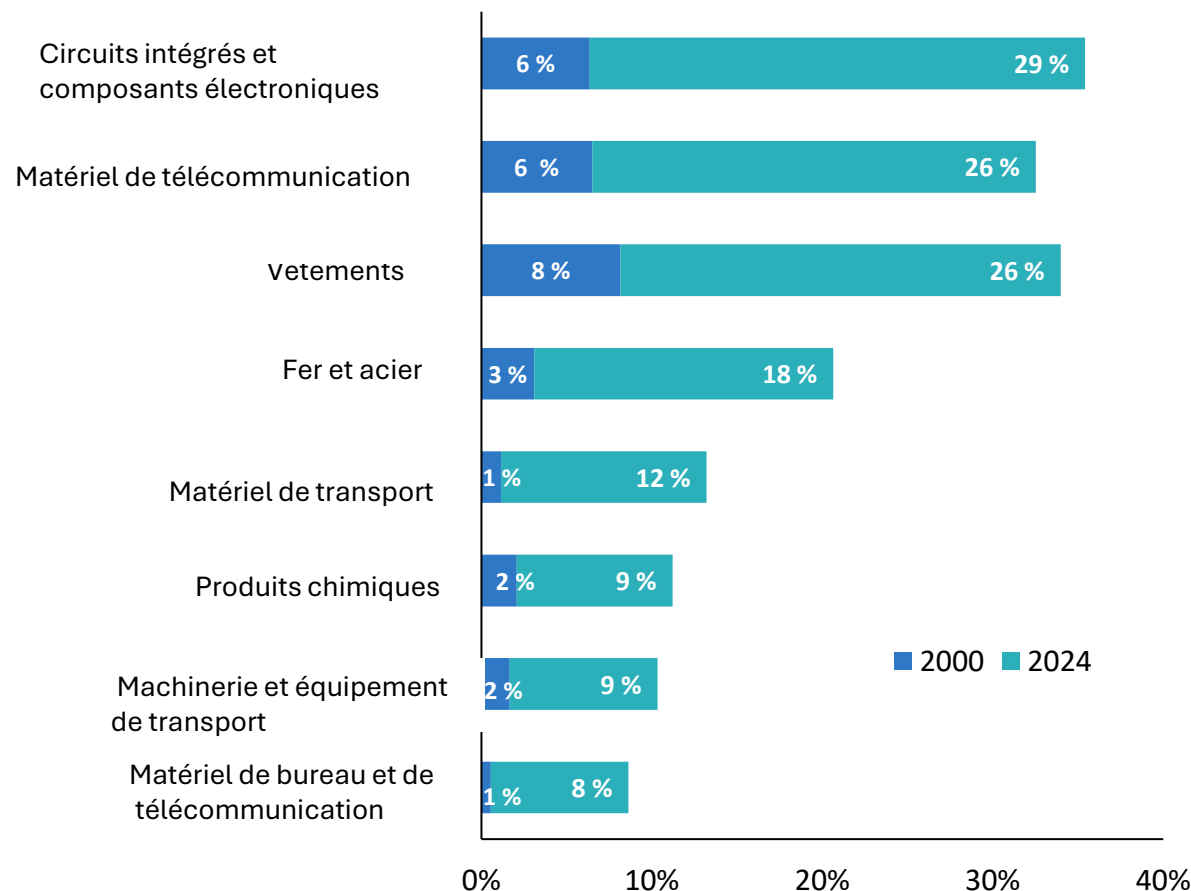


Contribution de la Chine aux exportations mondiales : hausse et recalibrage

Les exportations de la Chine se sont considérablement étendues, à mesure que le pays progresse dans les chaînes de valeur, ce qui accroît les tensions concurrentielles sur les autres producteurs et les exportateurs et renforce la dépendance du pays envers ce secteur comme dynamo de la croissance économique. Au gré de l'évolution du contexte commercial mondial, la Chine se tourne vers les marchés hors É.-U. grâce à la vivacité de la demande au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et d'autres économies émergentes, et les investissements pour surmonter les difficultés posées par les droits de douane.

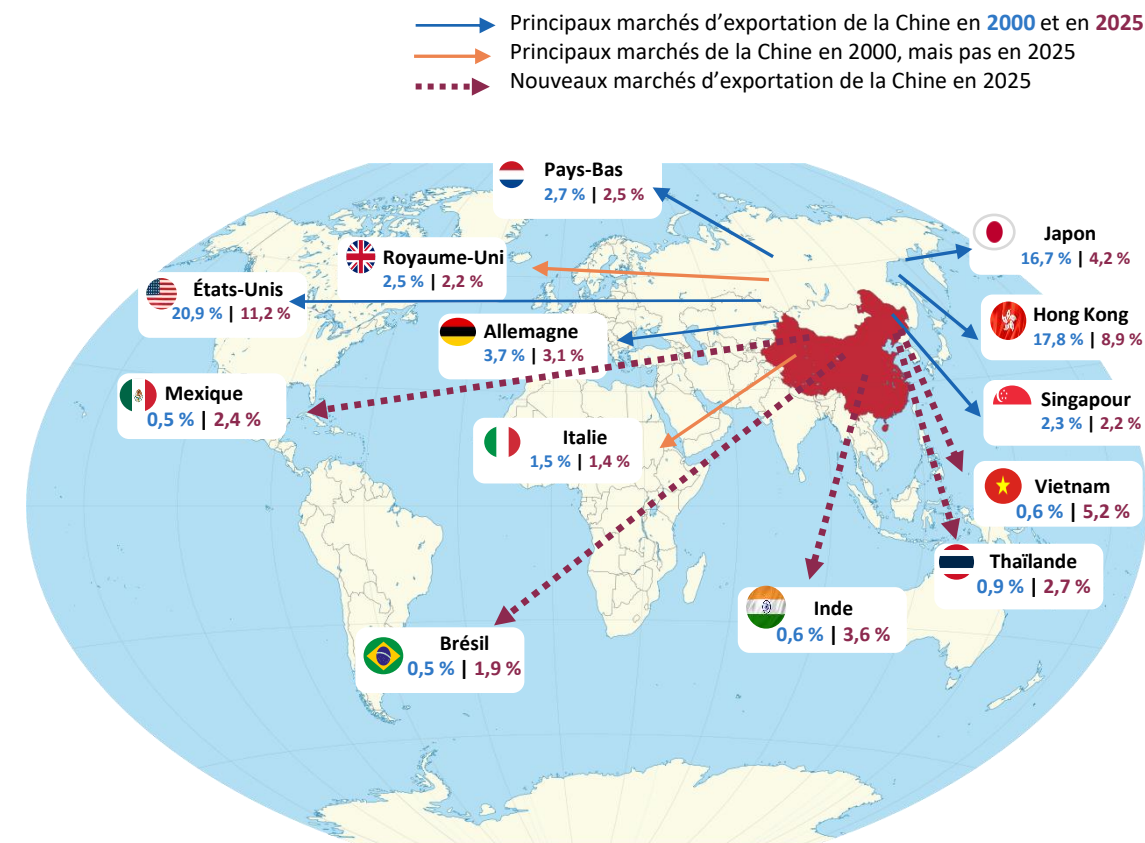
La Chine gagne des parts de marché dans différents secteurs

Part de marché de la Chine en pourcentage



Les marchés d'exportation de la Chine se sont diversifiés depuis 2000

Part totale des exportations de la Chine, pourcentage de variation

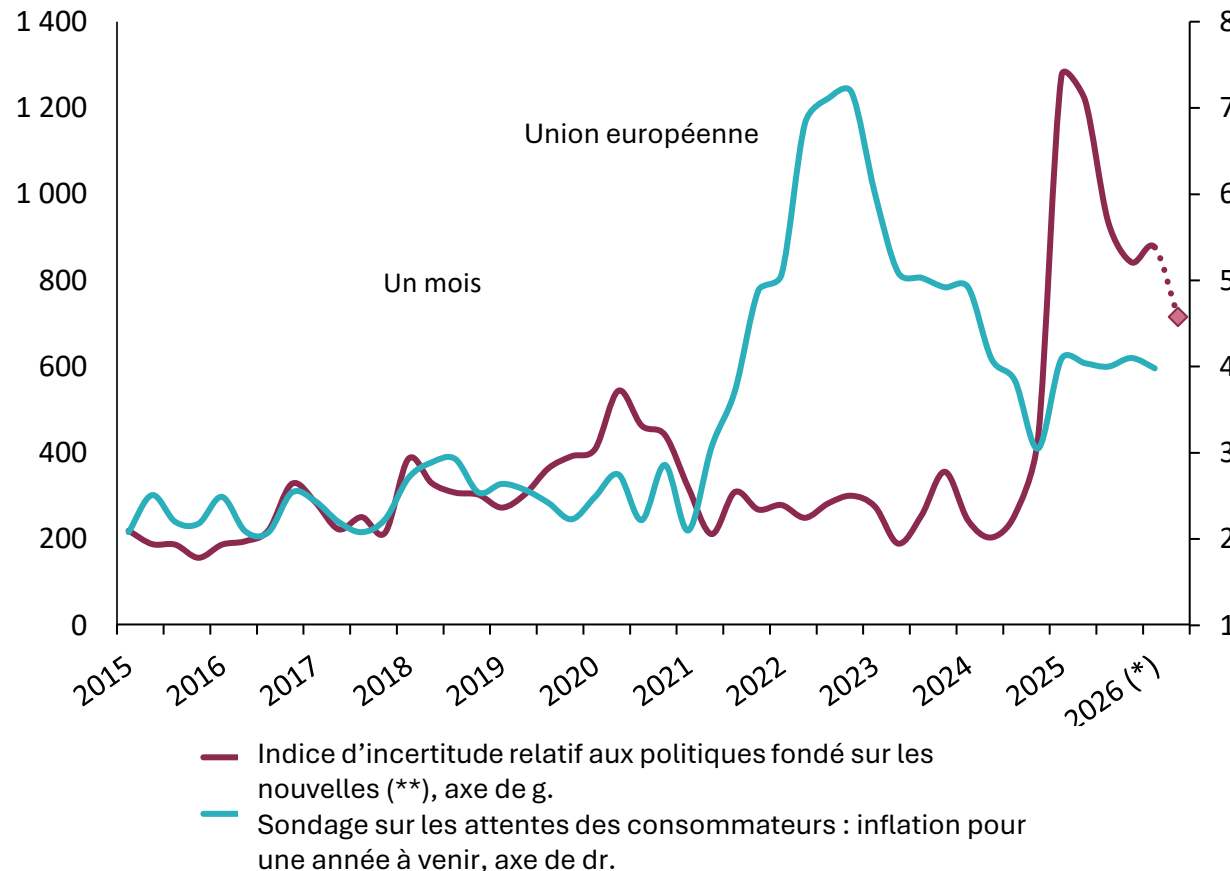


PERSPECTIVES PAR PAYS

Daniel Benatuil, analyste principal des risques pays

L'inflation et l'incertitude liées aux politiques pèseront sur la demande intérieure

Axe de gauche : indice; axe de droite : variation en pourcentage par rapport à l'année précédente



L'économie canadienne a connu une légère contraction au deuxième trimestre de 2026. Bien que cette tenue ait suscité des débats sur une éventuelle récession, nous ne croyons pas que cette performance reflète la situation économique globale. La croissance a ralenti dans le contexte d'incertitude commerciale persistante et de croissance démographique en berne, mais nous prévoyons un essor économique de 1 % en 2026, puis de 2,1 % en 2027 et de 2,2 % en 2028.

La demande intérieure continuera de subir les tensions des craintes inflationnistes, de l'incertitude en matière de politiques et des risques géopolitiques. L'inflation de base (qui exclut les produits alimentaires et l'énergie), reste maîtrisée. Toutefois, la hausse des prix de l'essence liée au conflit au Moyen-Orient et le choc secouant le secteur de l'énergie qui en résulte pèseront sur les ménages et accentueront les préoccupations quant aux futures hausses de prix. Même si un cessez-le-feu apporte un répit temporaire, les tensions inflationnistes liées à l'énergie sont susceptibles de persister pendant que les circuits de transit et la circulation des produits de base s'ajustent. Par conséquent, nous prévoyons que l'inflation pèsera sur les dépenses des consommateurs jusqu'à la fin de l'exercice.

L'incertitude liée à la révision de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) poussera également les entreprises à faire preuve de prudence quant aux investissements en capitaux majeurs. Bien que la majorité des exportations canadiennes de biens vers les États-Unis soient conformes à l'ACEUM, donc exemptées de droits de douane, plusieurs secteurs clés (automobiles, acier et aluminium, cuivre et foresterie) continuent de faire face à des difficultés. Malgré ces obstacles, le commerce canadien a continué de progresser au cours du premier semestre, soutenu par la hausse des cours de l'or et des prix de l'énergie, ainsi que par la réduction des droits de douane chinois sur de nombreux produits agricoles.

Selon nous, les investissements des entreprises se renforceront en 2027 lorsque les changements en matière de fiscalité et de politiques entreront en vigueur et que plusieurs grands projets liés à l'énergie, aux ressources et aux infrastructures de facilitation du commerce progresseront. Le marché du travail reste instable en raison de l'évolution de la population et des départs à la retraite. Nous prévoyons donc que les conditions s'amélioreront et favoriseront un accroissement des dépenses des ménages. Malgré tout, la capacité excédentaire ne devrait être absorbée que progressivement, ce qui pourrait inciter la Banque du Canada à ne pas modifier son taux directeur avant la fin de l'exercice 2027.

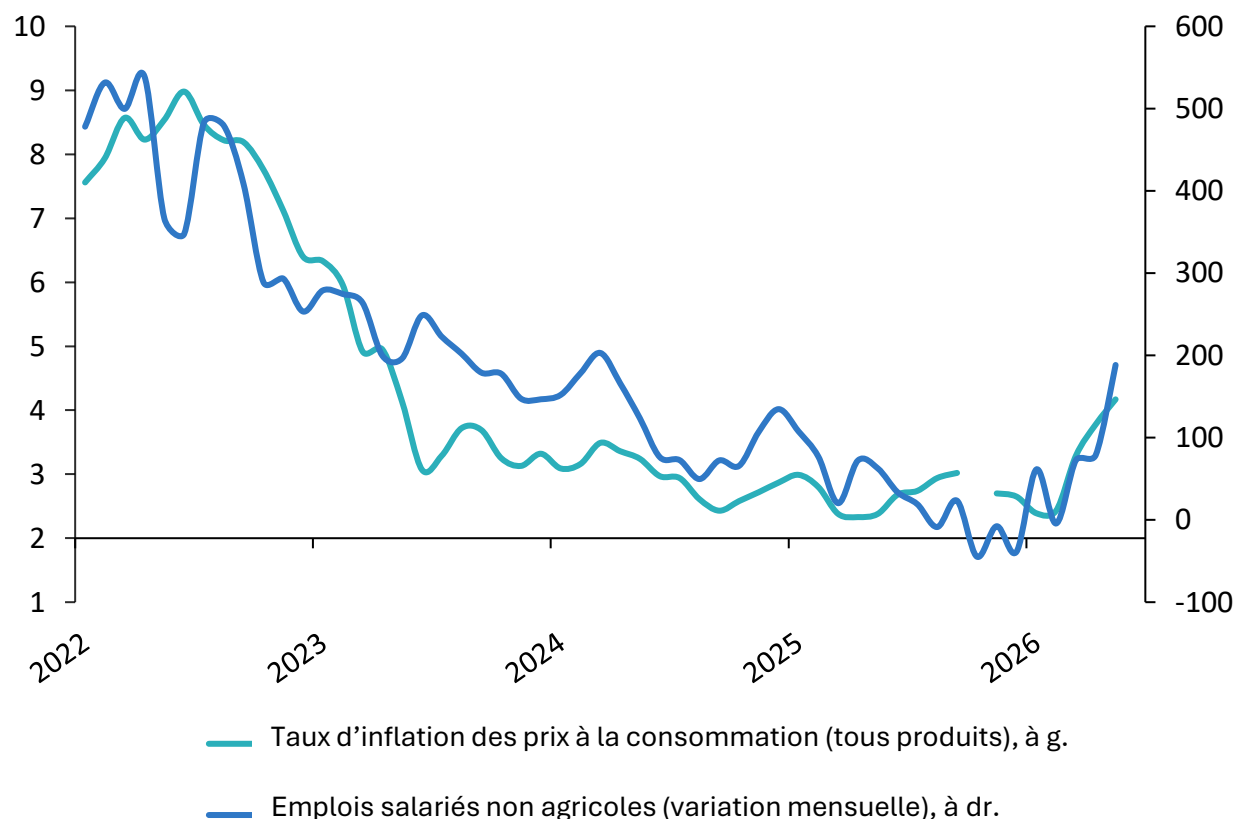
États-Unis

Daniel Benatuil, analyste principal des risques pays

L'inflation et la vigueur du marché de l'emploi favoriseront des taux élevés

Variation en pourcentage par rapport à 2025

Milliers



D'après nous, l'économie américaine continuera d'éclipser la plupart des autres économies avancées avec une croissance de 2 % en 2026, de 2,1 % en 2027 et de 2,4 % en 2028. Malgré la poussée d'inflation causée par le conflit au Moyen-Orient et le choc des cours de l'énergie qui en a résulté, les consommateurs font preuve de résilience et l'investissement des entreprises continue de prendre du mieux.

En dépit d'un marché du travail présentant peu d'embauches et peu de licenciements au début de l'exercice 2026 et une confiance des consommateurs historiquement faible, les consommateurs américains continuent de dépenser. Le chômage avoisine ses plus bas niveaux historiques, mais une grande partie des détenteurs d'une hypothèque possèdent toujours des prêts hypothécaires à long terme à faible taux d'intérêt, ce qui contribue à réduire la morosité. Alors que certains signes laissent entrevoir une accélération de l'embauche, même si la hausse des salaires s'atténue, l'économie semble prête à conserver sa résilience.

Les investissements des entreprises continuent d'augmenter, affichant une hausse de près de 11 % d'un trimestre à l'autre aux taux annualisés au premier trimestre et atteignant près de 4 500 milliards de dollars sur une base annuelle désaisonnalisée. Cette croissance est en grande partie attribuable aux investissements liés à l'intelligence artificielle (IA). Si l'on exclut les dépenses consacrées aux centres de données, aux serveurs et aux infrastructures connexes, les investissements des entreprises ont connu un essor plus modéré. Toutefois, alors que les entreprises annoncent d'importants projets d'investissement et mobilisent des capitaux considérables pour les financer, nous prévoyons que cette impulsion se maintiendra au cours des prochaines années et stimulera la croissance économique globale.

La plus grande résilience des acteurs sur le marché intérieur et les tensions inflationnistes croissantes nous ont poussés à revoir nos prévisions en matière de taux d'intérêt. Nous prévoyons maintenant que la Réserve fédérale ne changera pas le taux des fonds fédéraux avant décembre 2026, période où nous attendons une augmentation de 25 points de base suivie d'une pause prolongée en 2027.

Les risques pour nos prévisions englobent une reprise du conflit au Moyen-Orient entraînant une hausse des cours de l'énergie, un repli des investissements liés à l'IA réduisant les dépenses des entreprises, ou encore une correction du marché plombant la richesse des ménages, pesant sur les dépenses de consommation et freinant l'activité économique dans son ensemble.



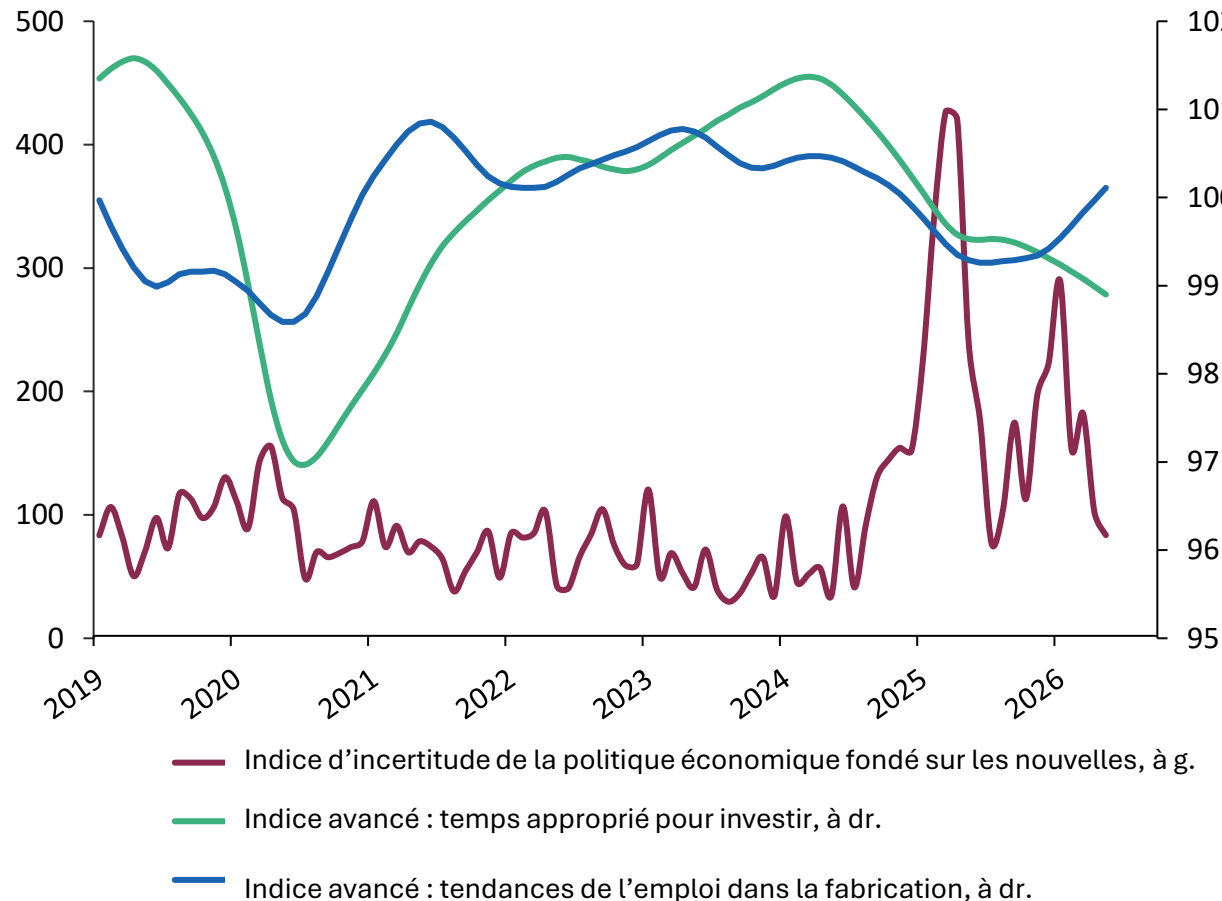
Mexique

Daniel Benatuil, analyste principal des risques pays



La baisse de l'incertitude ouvrira la voie à un léger rebond de la croissance

Axe de g. : indexation à janvier 1996-décembre 2016 = 100; axe de dr. : moyenne à long terme = 100



L'économie mexicaine ne devrait progresser que de 0,9 % en 2026, après avoir connu une contraction inattendue au premier trimestre. La croissance devrait s'améliorer et atteindre 2,1 % en 2027 et en 2028 à mesure que l'incertitude s'atténue, mais des défis structurels plus profonds sont susceptibles de limiter la reprise à un niveau modeste.

Depuis le milieu de l'exercice 2024, le Mexique doit relever plusieurs défis intérieurs et extérieurs, notamment un changement de gouvernement, des inquiétudes des investisseurs concernant les réformes, de l'incertitude quant aux politiques commerciales et des risques géopolitiques. Ensemble, ces facteurs inciteront les entreprises et les ménages à faire preuve d'une plus grande prudence et continueront de ralentir la croissance cette année.

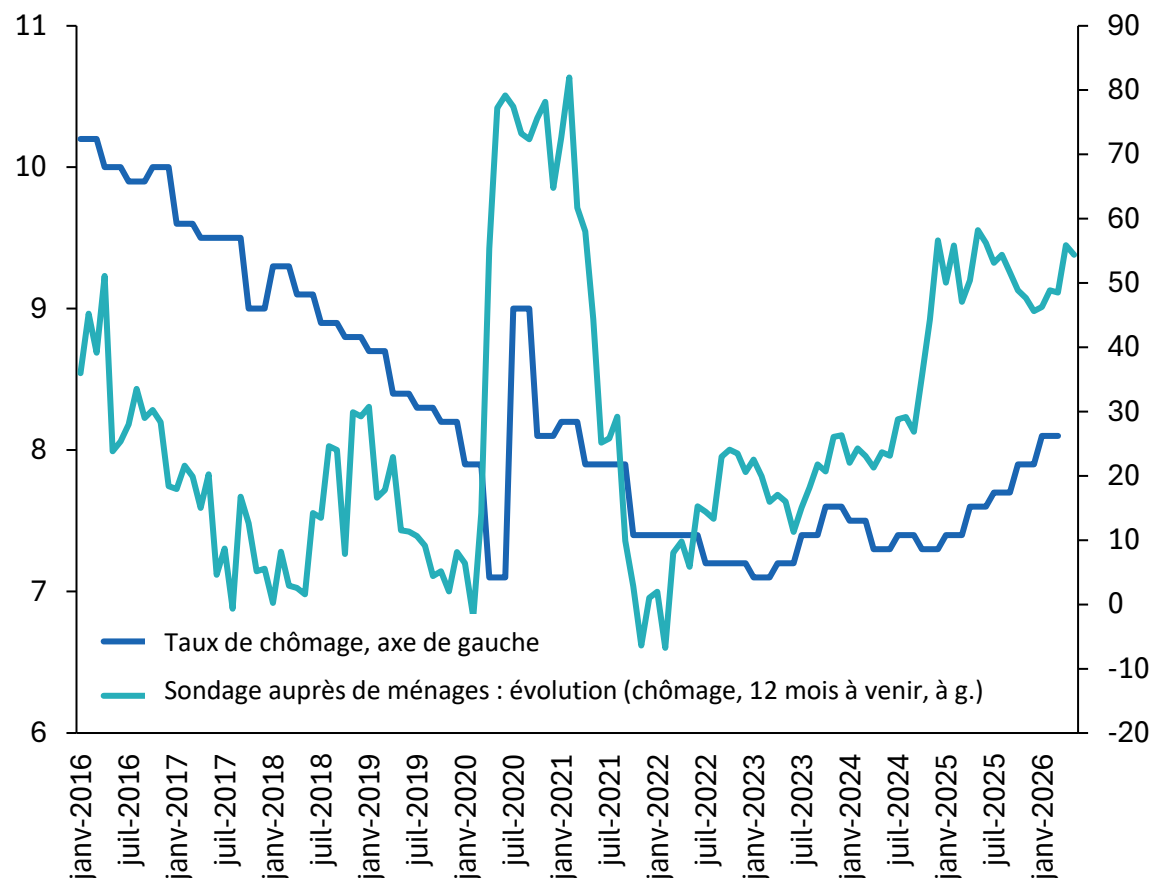
Certains de ces risques ne sont toujours pas résolus. L'un des enjeux majeurs est la révision prochaine de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), même si nous pensons que cet accord restera en vigueur avec quelques modifications. Le conflit au Moyen-Orient et le choc des cours de l'énergie qui en découle constituent un autre risque. Toutefois, en tant que producteur d'énergie, le Mexique dispose d'une certaine protection, car la hausse des cours énergétiques peut stimuler les recettes du gouvernement et les exportations.

À mesure que les ménages et les entreprises s'adaptent à ces conditions, l'incertitude commence à s'atténuer. L'inflation et les taux d'intérêt restent élevés, mais la hausse des salaires et l'amélioration des perspectives d'emploi officielles devraient contribuer à soutenir les dépenses des consommateurs.

L'investissement des entreprises reste en berne en raison des inquiétudes liées à la gouvernance et à la primauté du droit. Néanmoins, la confiance dans le secteur de la fabrication s'améliore tant au Mexique qu'aux États-Unis, ce qui pourrait favoriser l'embauche et la production. Les dépenses d'infrastructure prévues par le gouvernement devraient également contribuer à soutenir une reprise modérée plus tard cette année.

L'atonie du marché de l'emploi pèsera sur la demande des ménages

Données désaisonnalisées; axe de g.: %; axe de dr. solde du pourcentage



L'économie française a entamé l'exercice 2026 dans un état plus fragile que prévu. Le PIB réel a reculé de 0,1 % au premier trimestre, inversant ainsi la hausse de 0,2 % enregistrée à la fin de l'exercice 2025. Cette baisse s'explique par l'atonie de la demande intérieure et par un recul de 3,5 % des exportations, qui tient en partie à la diminution des livraisons d'aéronefs. Selon nous, le prochain trimestre sera décevant. Nous avons révisé à la baisse nos prévisions de croissance à 0,6 % en 2026, mais nous escomptons un rebond de 1,1 % en 2027 et de 1,3 % en 2028.

Les conditions des ménages sont également en train de se détériorer. La confiance des consommateurs a chuté à 82 en mai, un niveau près de ceux généralement associés à des baisses importantes des dépenses. Le taux d'épargne a atteint 17,9 % au premier trimestre, ce qui semble indiquer que les ménages restent prudents. Le marché du travail s'affaiblit également, le taux de chômage s'élevant à 8,1 %, soit le taux le plus haut depuis 2021. Par ailleurs, l'inflation s'est accélérée, atteignant 2,4 % en mai sous l'effet de la hausse des cours de l'énergie, ce qui a freiné la croissance des revenus réels. Compte tenu de la marge de manœuvre budgétaire limitée, le soutien gouvernemental a été orienté vers les secteurs les plus touchés. Même si ces mesures devraient procurer un répit, elles ne devraient pas modifier de manière considérable les perspectives globales.

Par ailleurs, le contexte des affaires s'assombrit l'Hexagone. L'indice du climat des affaires a chuté à 93,6 en mai, son plus bas niveau depuis 2015 hors période de pandémie, tandis que l'indice des directeurs d'achats (PMI) composite a reculé à 44,9, signe d'une contraction généralisée dans les secteurs des services et de la fabrication. Les nouvelles commandes sont en baisse, et les entreprises signalent une plus faible demande et une hausse du coût des intrants. Les conditions de financement sont également devenues plus strictes, tandis que la politique budgétaire exerce une tension supplémentaire en raison de la hausse de l'impôt sur les sociétés et de la réduction du soutien public aux investissements. Les investissements privés devraient donc rester faibles jusqu'en 2026 et afficher une légère amélioration à l'approche des élections de 2027, car les entreprises reporteront leurs dépenses en raison de l'incertitude de cette période.

Les dépenses en défense et l'expansion budgétaire de l'Allemagne demeurent les principaux moteurs de croissance. L'augmentation des dépenses en défense devrait ajouter environ 0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB français en 2026. Les mesures de relance budgétaire de l'Allemagne devraient permettre d'ajouter 0,2 point de pourcentage en 2026 et en 2027 en favorisant une demande commerciale accrue.

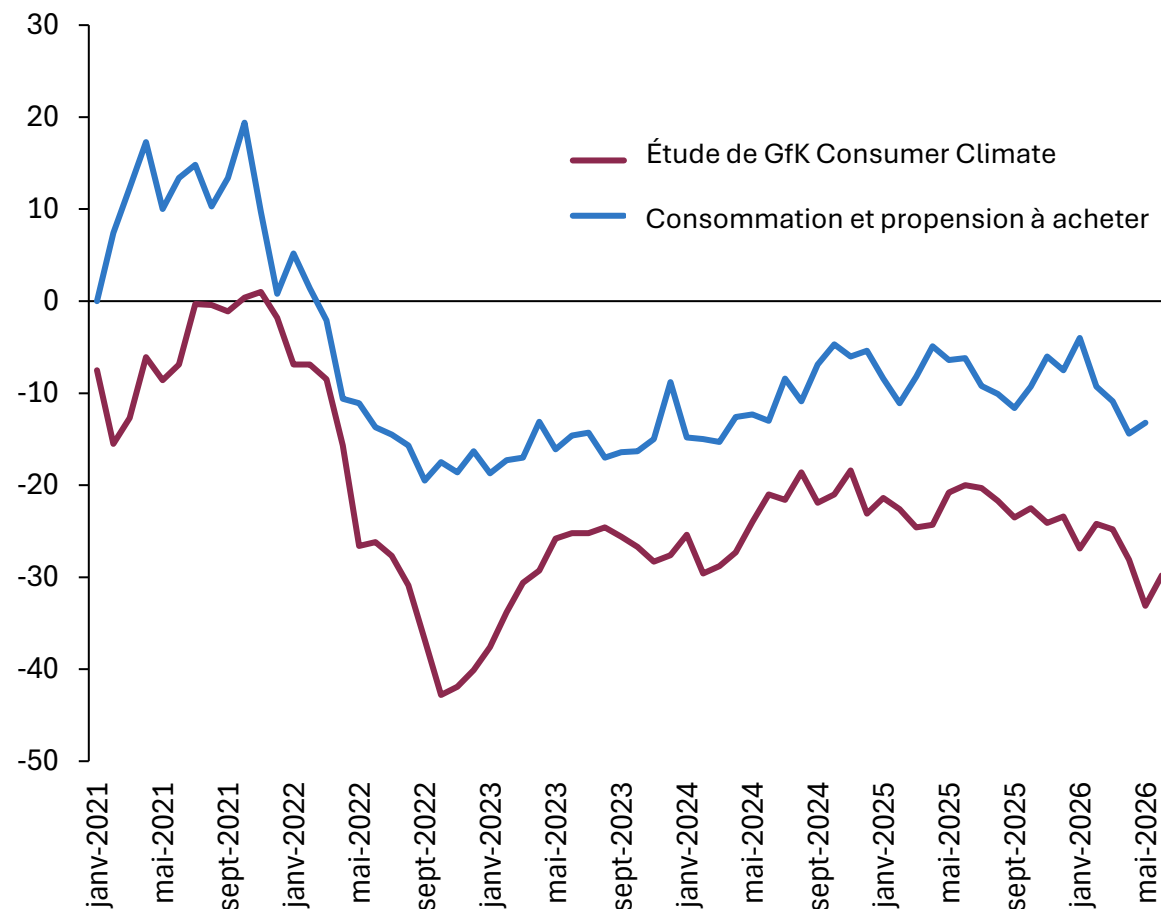
Allemagne

Sasan Fouladirad, analyste des risques pays



Le consommateur allemand reste profondément morose

Pourcentage du solde



L'économie allemande se redresse, mais seulement progressivement. Au premier trimestre de 2026, l'économie a connu une croissance de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, soutenue principalement par la hausse des exportations de produits chimiques, de produits pharmaceutiques et de métaux. Les dépenses publiques ont également contribué à la croissance, alors que les dépenses des ménages et des entreprises restent faibles. Nous escomptons une croissance de 0,6 % en 2026, puis une augmentation de 1,1 % en 2027 et de 1,3 % en 2028.

Le contexte des affaires semble se stabiliser, mais il y a peu de signes d'un solide rebond. Les commandes dans le secteur de la fabrication ont augmenté au premier trimestre, si l'on exclut les contrats d'un montant exceptionnellement élevé, ce qui laisse penser que la demande commence à se redresser. La confiance des entreprises s'est également légèrement améliorée. Néanmoins, les derniers sondages sur l'indice des directeurs d'achats (PMI) indiquent que l'activité reste faible, notamment dans le secteur des services. Dans l'ensemble, le ralentissement semble s'atténuer, mais une reprise plus généralisée n'est pas prévue avant la fin de l'exercice 2026.

Les consommateurs demeurent prudents. Leur confiance s'est améliorée en juin, mais elle reste très faible, ce qui laisse penser que de nombreux ménages continuent de limiter leurs dépenses. L'inflation s'est apaisée en mai, notamment grâce à un allègement des tensions sur les prix de l'énergie, mais l'inflation dans le secteur des services est restée élevée. Le conflit au Moyen-Orient et le choc des prix de l'énergie qui en découle constituent des risques majeurs et pourraient continuer à peser sur le budget des ménages. Par conséquent, de nombreux ménages pourraient choisir d'épargner leurs revenus plutôt que d'augmenter leurs dépenses.

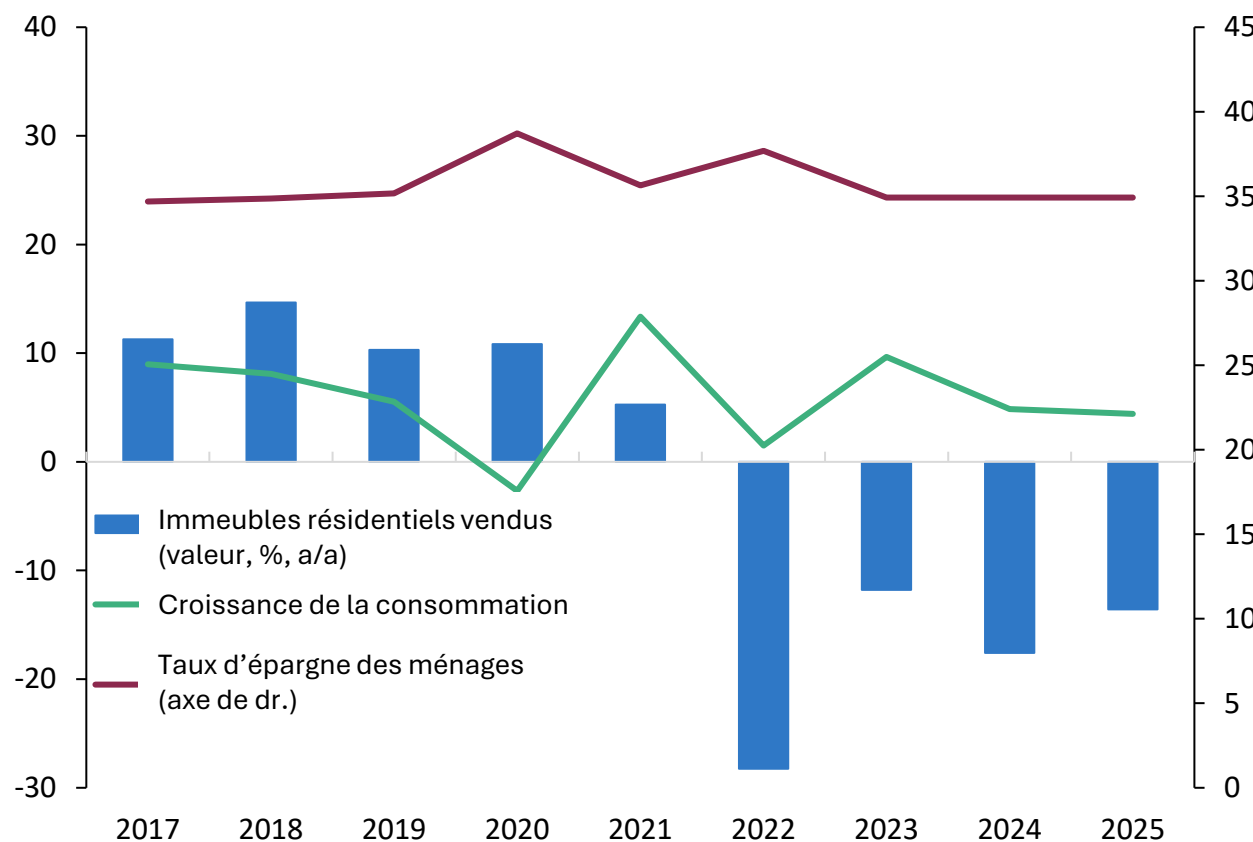
Les dépenses publiques devraient être le principal moteur d'une montée en puissance de la croissance au cours des prochaines années. La hausse des dépenses en défense commence à étayer la demande, tandis que le fonds d'infrastructure de 500 milliards d'euros (810 milliards de dollars canadiens) devrait éperonner l'activité économique en soutenant la construction, les achats publics et les investissements. La portée de ce soutien dépendra de la rapidité à laquelle les projets prévus passeront de l'approbation à la mise en œuvre.





L'épargne élevée et le repli dans l'immobilier plombent la demande intérieure

Axe de gauche : croissance en pourcentage; axe de droite : taux d'épargne (% du revenu)



La Chine s'est fixé un objectif de croissance de 4,5 % à 5 % pour 2026, ce qui offre aux décideurs politiques une plus grande marge de manœuvre face aux incertitudes liées aux droits de douane et aux défis géopolitiques. Le conflit au Moyen-Orient et le choc des prix de l'énergie qui en découle ne devraient avoir qu'une incidence modérée sur la croissance à court terme de la Chine grâce à ses importantes réserves stratégiques de pétrole et à son bouquet énergétique diversifié. Les perspectives d'exportation sont également restées résilientes, les données du premier trimestre et du début du deuxième trimestre ayant dépassé les attentes grâce à des commandes anticipées et à la diversification des marchés. Par conséquent, nous avons revu à la hausse nos prévisions de croissance du PIB pour 2026, les modifiant de 4,6 % à 4,7 %, avant un repli à 4,4 % en 2027.

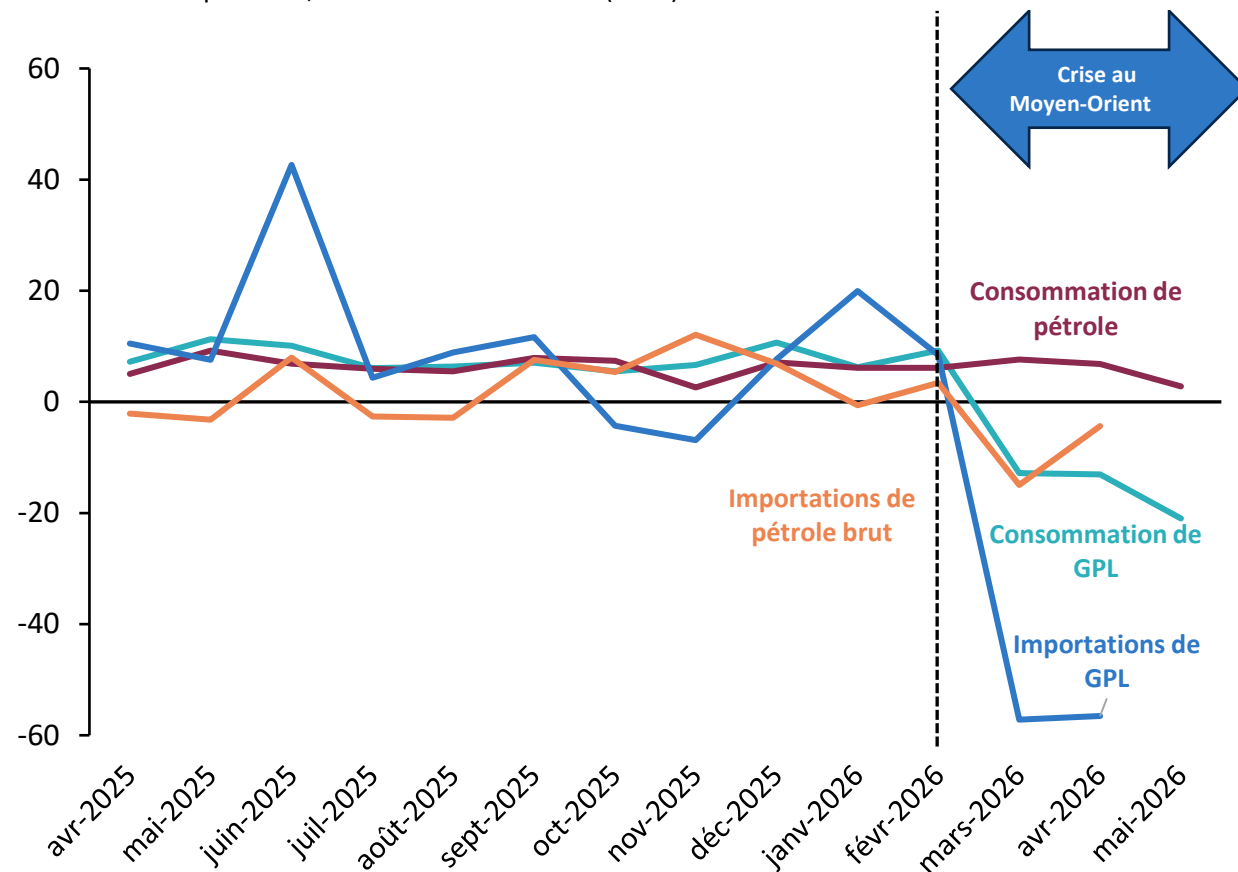
Bien que les exportations chinoises continuent d'obtenir un bon rendement, l'économie nationale demeure fragile. Les dépenses des consommateurs restent modérées, en partie parce que la crise immobilière qui a débuté à la mi-2021 continue de peser sur la croissance. Face à la baisse des prix de l'immobilier et à l'incertitude quant aux perspectives d'emploi, les ménages préfèrent épargner plutôt que dépenser, ce qui maintient le taux d'épargne élevé, celui-ci s'élevant à environ 35 % des revenus. Au-delà des importants investissements réalisés par l'État, notamment dans les secteurs de la fabrication de pointe et des technologies, la demande intérieure reste limitée et pourrait ne pas suffire à compenser un éventuel ralentissement des exportations. Le quinzième plan quinquennal de la Chine met l'accent sur la nécessité de stimuler la consommation, mais il ne comporte pas de cibles chiffrées précises.

Les risques à la hausse qui pèsent sur nos prévisions comprennent une diminution de l'incertitude quant aux politiques commerciales et une diminution rapide des cours de l'énergie. Les risques à la baisse les plus importants comprennent une prolongation du conflit au Moyen-Orient et du choc des prix de l'énergie qui en découle, la persistance des tensions tarifaires, les nouvelles restrictions à l'exportation contre la Chine pour certains produits de base ou secteurs, ainsi que d'éventuelles répercussions des déconvenues du secteur immobilier sur le système financier.



Chocs énergétiques et conflit au Moyen-Orient brideront la croissance indienne

Croissance des quantités, d'une année sur l'autre (en %)



L'économie indienne a connu une croissance tonique, mais les tensions extérieures devraient ralentir ce rythme. Nous avons revu à la baisse nos prévisions de croissance à 6 % pour l'exercice 2026-2027 et à 6,5 % pour l'exercice 2027-2028.

La croissance est restée forte au quatrième trimestre de l'exercice 2026, portant la croissance annuelle à 7,7 %. Les dépenses des ménages ont été le principal moteur de la croissance, tandis que l'investissement public dans les infrastructures a continué à la soutenir.

La croissance devrait ralentir au cours de l'exercice 2027, puisque les répercussions du conflit au Moyen-Orient et du choc des cours de l'énergie qui en découle influent sur l'économie nationale. Les dépenses des consommateurs connaissent un ralentissement à mesure que les coûts de l'énergie augmentent. La consommation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) a fortement chuté en raison de contraintes d'approvisionnement, tandis que la croissance de la demande de pétrole ralentit et devrait encore s'affaiblir à la suite des hausses des prix de détail. L'agriculture fait également face à des risques liés à la diminution des précipitations et à l'accès inégal aux intrants comme les engrais. L'inflation devrait augmenter en raison de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ainsi que des perturbations de l'approvisionnement à l'échelle mondiale, mais elle devrait rester dans la fourchette cible de la banque centrale.

Les dépenses d'investissement publiques devraient continuer à étayer l'activité, mais les incertitudes politiques et géopolitiques, ainsi que la hausse des coûts des intrants, sont susceptibles de continuer à freiner l'investissement privé. La faiblesse de la demande sur les principaux marchés d'exportation, conjuguée à la hausse du cours des produits de base, pourrait faire en sorte que les importations continuent de croître plus rapidement que les exportations. Le taux de change devrait se déprécier de manière ordonnée grâce à de solides réserves en devises étrangères et aux mesures proactives de la banque centrale.

Parmi les risques de détérioration, on note la prolongation du conflit au Moyen-Orient et du choc des prix de l'énergie qui en découle, des conditions météorologiques plus défavorables que prévu et un regain d'incertitude quant aux tarifs. Un apaisement rapide des tensions géopolitiques et des perturbations sur le marché de l'énergie permettrait d'améliorer les perspectives.

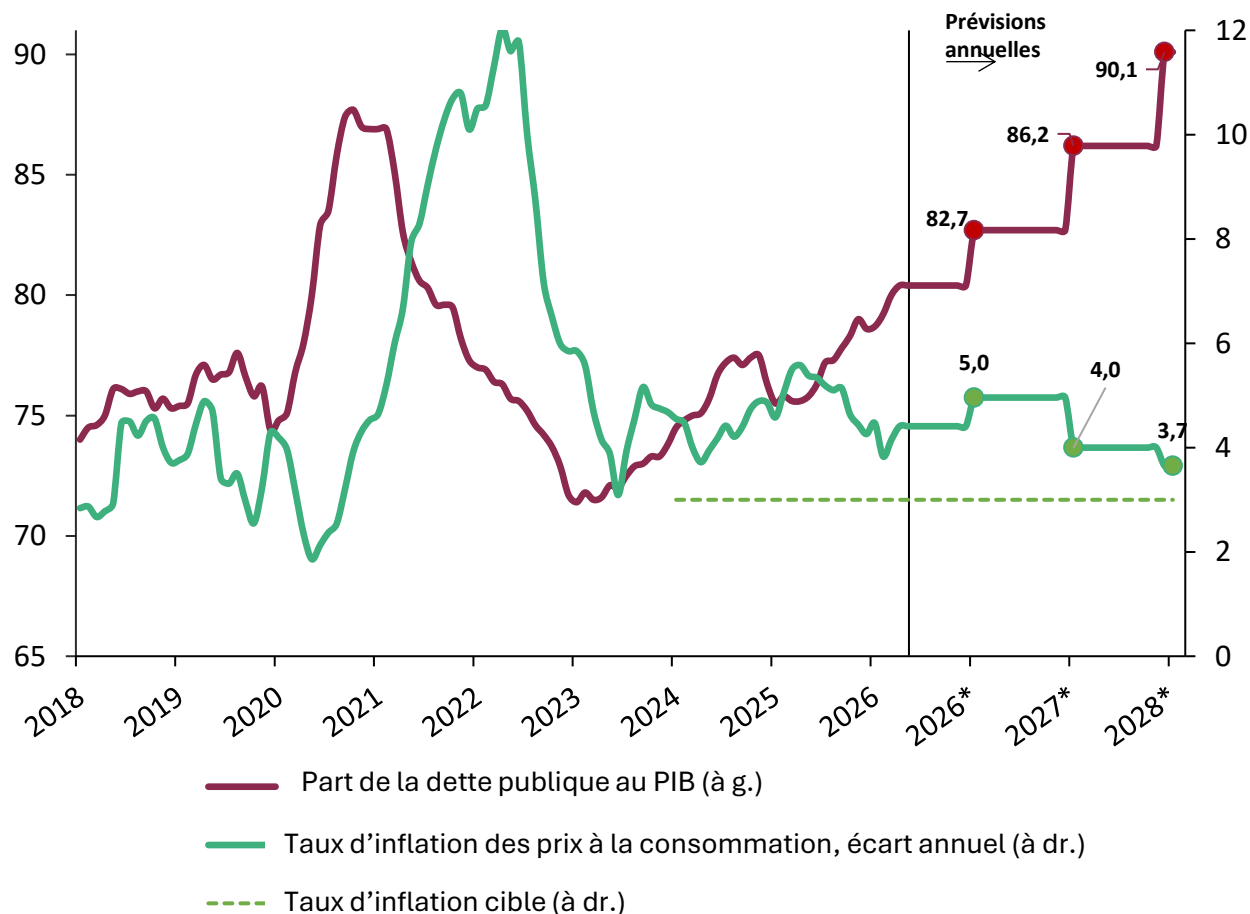
Brésil

Daniel Benatuil, analyste principal des risques pays



L'inflation et les tensions budgétaires maintiennent les coûts d'emprunt élevés

Axe de gauche : pourcentage; axe de droite : variation en pourcentage par rapport à l'année précédente



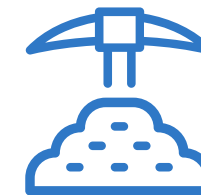
Les prévisions économiques pour le Brésil restent globalement inchangées par rapport à nos perspectives du printemps. Les prévisions de croissance pour 2026 ont été légèrement revues à la hausse, s'élevant maintenant à 2,1 %, en raison des fortes dépenses des consommateurs et de l'augmentation des mesures budgétaires. La croissance devrait ralentir et s'établir à 1,8 % en 2027, puis se stabiliser à 2 % en 2028, sous l'effet d'une inflation et de taux d'intérêt élevés qui limitent la demande et effacent la relance budgétaire après les élections.

Le marché du travail tendu, un ensemble croissant de mesures budgétaires et parabudgétaires et le contexte électoral favorisent les dépenses chez les consommateurs. Ces mesures aident les ménages à rester résilients malgré la fragilité de leurs bilans et l'inflation persistante. Le gouvernement utilise l'augmentation des recettes budgétaires liée à la hausse des prix du pétrole brut, qui résulte du conflit au Moyen-Orient et du choc des cours de l'énergie qui en découle, en vue d'atténuer les tensions inflationnistes liées aux combustibles. Toutefois, les politiques budgétaires et monétaires ont des objectifs opposés. Les prévisions d'inflation étant supérieures à la cible, la banque centrale devra sans doute maintenir une posture moins accommodante, suspendre prématurément son cycle de diminution des taux et garder plus longtemps des taux d'intérêt élevés. Confronté à l'aggravation des risques budgétaires, le prochain gouvernement devra adapter sa posture budgétaire afin de rassurer les marchés et de réduire le risque de volatilité des prix des actifs.

En conséquence, l'activité économique devrait s'établir à un rythme plus modéré au cours de l'année prochaine. Le taux d'investissement au Brésil reste modéré, freiné par les conditions financières tendues et l'incertitude relative aux politiques à l'approche des élections générales d'octobre, qui s'annoncent très polarisées. Néanmoins, les cours favorables des produits de base, l'augmentation des capacités dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de l'exploitation minière, ainsi qu'un solide bassin de projets et de concessions devraient soutenir une croissance modérée des investissements au cours de l'horizon prévisionnel.

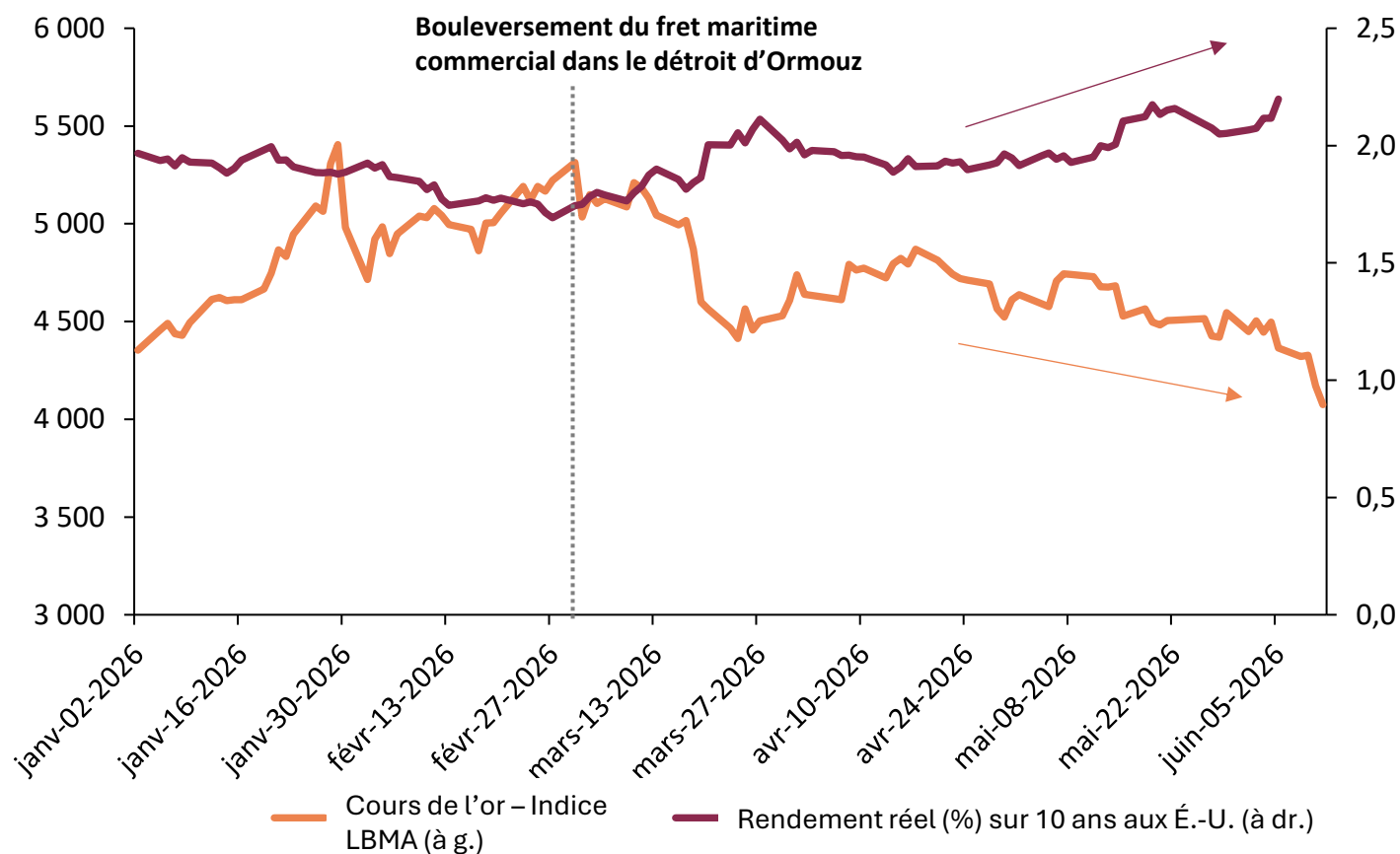
La détérioration des perspectives budgétaires du Brésil reste le principal risque baissier, car elle entraîne une poussée de l'inflation et des coûts d'emprunt, et mine la demande et la croissance à long terme. Parmi les principaux risques extérieurs, on note le phénomène météo El Niño de grande ampleur et d'éventuelles pénuries d'engrais si le détroit d'Ormuz venait à connaître des perturbations prolongées.

PERSPECTIVES POUR LES PRODUITS DE BASE



La hausse des rendements réels pénalisera les cours aurifères

Axe de gauche : USD l'once troy; axe de droite : rendement des TIPS sur 10 ans aux États-Unis (% , par année)



Les cours de l'or ont atteint en 2025 une moyenne annuelle record de 3 435 dollars américains par once troy, soit une hausse de près de 44 % par rapport à 2024. La hausse s'est poursuivie jusqu'au début de 2026, les cours s'établissant en moyenne à 4 875 dollars américains au premier trimestre et dépassant la barre des 5 000 dollars américains en février dernier, puisque les investisseurs recherchaient un refuge face à la montée des tensions géopolitiques.

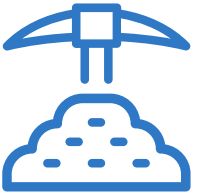
Cependant, l'escalade du conflit entre les États-Unis et l'Iran à la fin du mois de février 2026, notamment les perturbations dans le détroit d'Ormouz, a marqué un tournant. Cette perturbation a modifié les facteurs qui influent sur les cours de l'or.

La hausse des prix du pétrole a ravivé les inquiétudes quant à l'inflation, ce qui a atténué les attentes d'une baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine. À mesure que les attentes relatives aux taux augmentaient, les rendements réels et le dollar américain grimpaient, rendant l'or moins attrayant étant donné qu'il ne rapporte pas d'intérêts. La demande d'investissement représentant environ 43 % de la demande totale d'or, le désintérêt des investisseurs a exercé une tension à la baisse sur les cours. La baisse du cours aurifère, parallèlement à l'augmentation des rendements réels, laisse entendre que les attentes relatives aux taux d'intérêt constituent à nouveau le principal facteur déterminant des cours, l'emportant sur les risques géopolitiques.

Les cours de l'or se sont depuis stabilisés. Ils devraient atteindre une moyenne de 4 574 dollars américains par once en 2026, une prévision plus modérée que prévu initialement, reflétant une éventuelle hausse des taux de la Réserve fédérale en fin d'exercice et un apaisement seulement partiel des tensions dans le détroit d'Ormouz d'ici la fin de l'exercice. Les cours devraient s'établir en moyenne à 4 700 dollars américains en 2027, avant de reculer à environ 4 606 dollars américains en 2028, à mesure que les baisses de taux entrent en vigueur et que les conditions du marché reviennent progressivement à la normale.

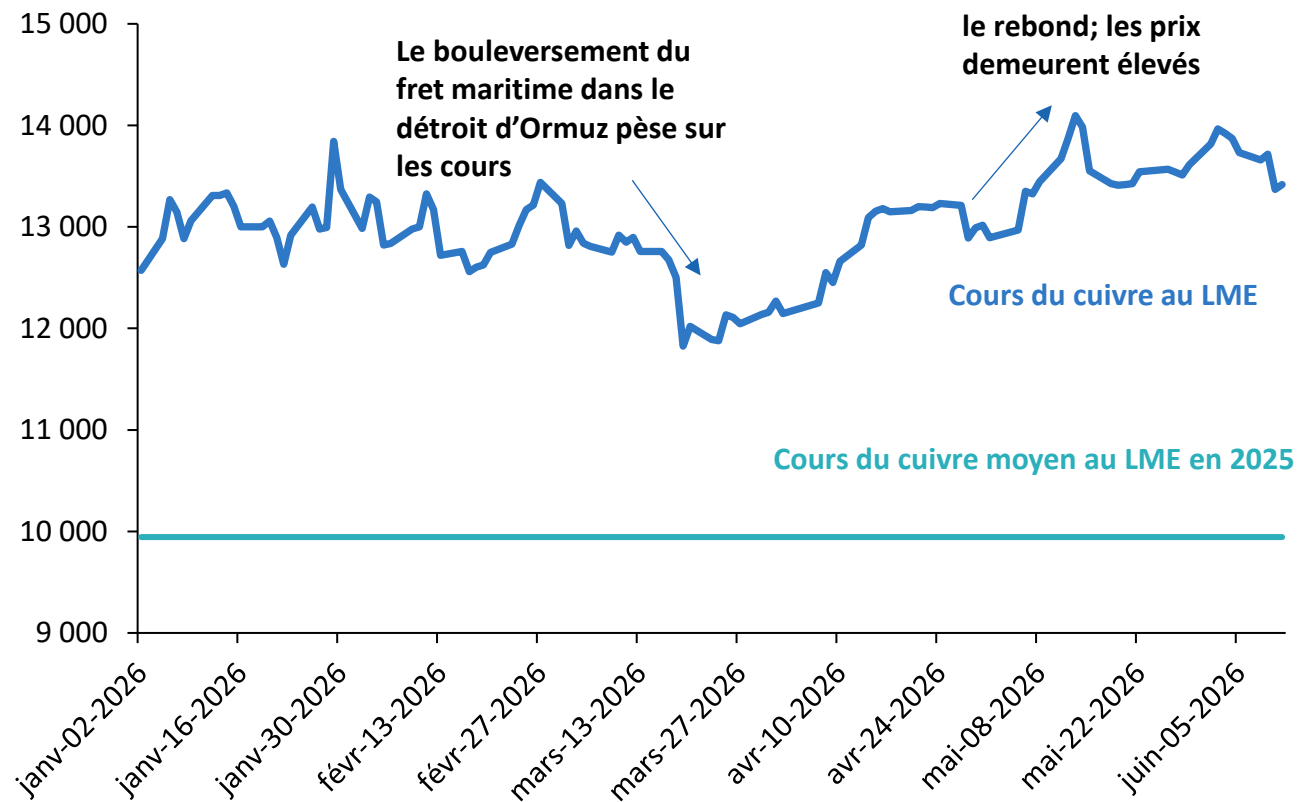
Cuivre

Karicia Quiroz, économiste



Montée du cours du cuivre sur fond d'offre restreinte et de volatilité des marchés

USD, tonne métrique



Les cours du cuivre ont atteint des niveaux records, le prix moyen pour 2025 s'établissant à 9 938 dollars américains par tonne, soit le niveau annuel le plus élevé jamais enregistré, dans un contexte de resserrement de l'offre et de hausse de la demande mondiale.

Les cours du cuivre sont restés élevés en 2026, favorisés par des perturbations de l'offre et une forte demande aux États-Unis à l'approche de l'examen des droits de douane ciblant le cuivre prévu le 30 juin. Les prix ont atteint une moyenne de 12 844 dollars américains par tonne au premier trimestre, soit une hausse de 16 % par rapport au trimestre précédent et de 38 % par rapport à la même période de l'année précédente; il s'agit de la moyenne trimestrielle la plus élevée jamais observée. Bien que les tensions dans le détroit d'Ormuz aient brièvement fait baisser les prix en mars en ravivant les craintes d'inflation et de récession, les prix ont rapidement rebondi. Cette reprise s'explique par l'accumulation de stocks aux États-Unis en prévision d'éventuels droits de douane et en raison des inquiétudes persistantes liées à l'offre limitée. En mai, le cours du cuivre a atteint 13 506 dollars américains par tonne, établissant ainsi un nouveau record mensuel.

L'offre reste limitée en raison des perturbations touchant les principales mines, notamment les mines de cuivre Grasberg et Kamoakakula, deuxième et troisième en importance au monde, respectivement. Ces activités ne devraient pas retrouver leur pleine capacité avant 2028, ce qui réduira l'offre disponible et fera grimper les prévisions de prix. La demande américaine s'est également raffermie à l'approche de l'examen des droits de douane, les stocks de cuivre américains ayant dépassé les 582 000 tonnes, ce qui représente environ 2 % de l'offre mondiale de cuivre raffiné en 2025.

Les cours du cuivre devraient atteindre une moyenne de 13 379 dollars américains par tonne en 2026 et de 13 450 dollars américains en 2027. Le ralentissement de la croissance en Chine, le plus grand consommateur de cuivre du monde, devrait limiter la hausse des prix l'année prochaine. Les prix devraient ensuite baisser et s'établir à 12 979 dollars américains par tonne en 2028, à mesure que l'offre minière se redressera et que les conditions du marché s'amélioreront.

Sources : Financial Times/Haver Analytics; Services économiques d'EDC

Remarques : LME = London Metal Exchange (Bourse des métaux de Londres). Les stocks de cuivre aux États-Unis sont uniquement négociés en bourse; ils correspondent au total des stocks en entrepôt déclarés à la bourse des matières premières basée aux États-Unis (COMEX) à la fin du mois de mai 2026.

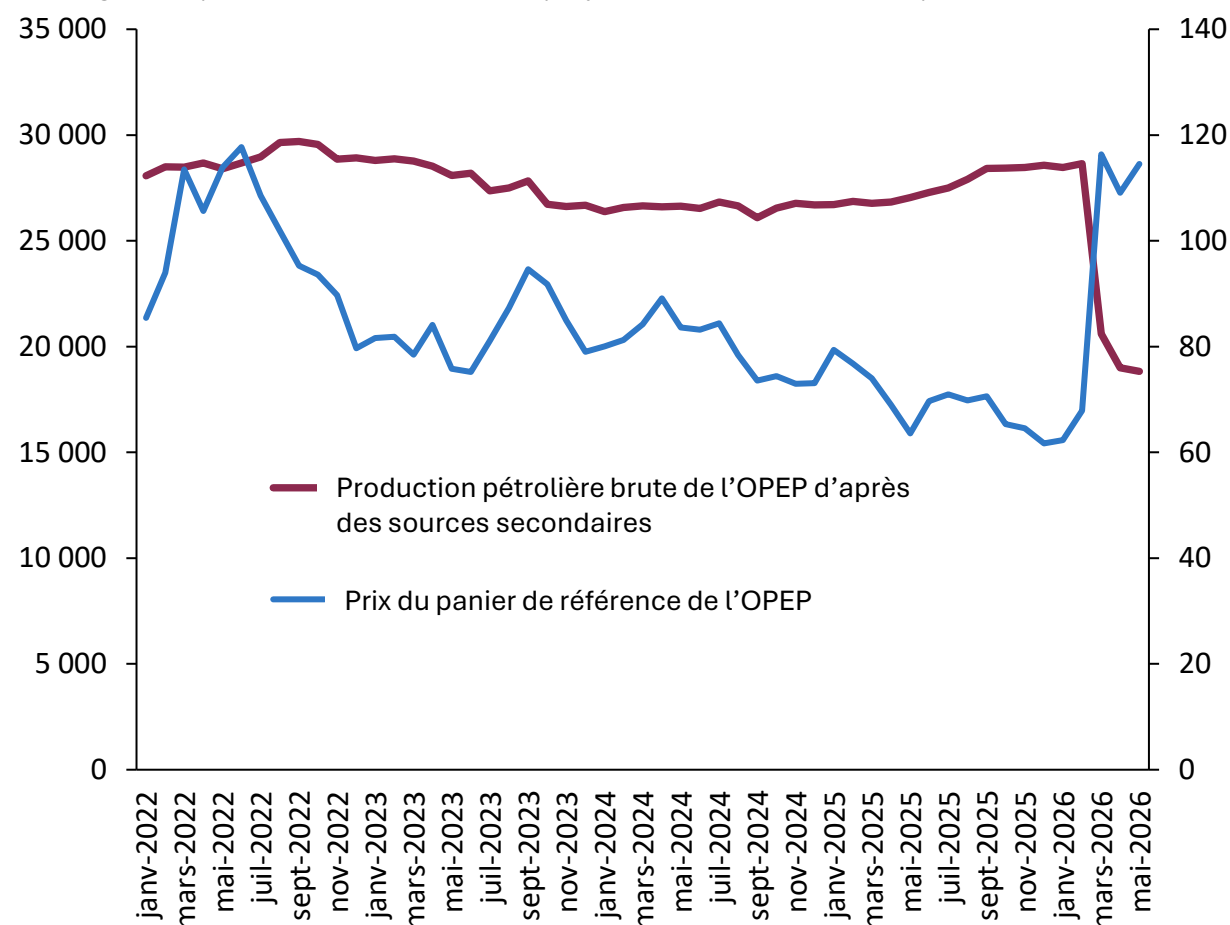
Pétrole

Zhenzhen Ye, économiste



Pertes d'approvisionnement de l'OPEP et tensions à la hausse sur les cours pétroliers

Axe de gauche : production – milliers de barils par jour; axe de droite : cours du pétrole – USD le baril



Au début du quatrième mois de la guerre au Moyen-Orient, alors que le détroit d'Ormuz était toujours fermé, les perturbations de l'approvisionnement en pétrole au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) continuaient de s'aggraver. En mai, la production de l'OPEP avait baissé de 10 millions de barils par jour par rapport aux niveaux d'avant la guerre, ce qui correspond à environ 10 % de l'approvisionnement mondial. Il s'agissait de la troisième baisse mensuelle consécutive, après des suspensions de production de 8 millions de barils par jour en mars et de 9,6 millions de barils par jour en avril.

Jusqu'à présent, la perte de pétrole du Golfe ne s'est pas encore pleinement répercutée sur le marché, principalement en raison d'une mise en circulation sans précédent des réserves stratégiques de pétrole mondiales et des stocks commerciaux. Les producteurs non membres de l'OPEP ont également contribué à l'approvisionnement. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que les exportations des pays non membres de l'OPEP ont augmenté de 3,5 millions de barils par jour depuis le début de la guerre; les États-Unis, le Kazakhstan, la Russie et le Venezuela menant le bal. Ces gains demeurent néanmoins modestes comparativement aux pertes en approvisionnement de l'OPEP. À l'approche de l'été, période de forte consommation de carburant, et compte tenu du fait que la mise sur le marché des réserves stratégiques de pétrole orchestrée par l'AIE devrait prendre fin au troisième trimestre, les cours du pétrole risquent de subir de nouvelles tensions à la hausse.

Le retrait inattendu des Émirats arabes unis de l'OPEP, annoncé le 28 avril, contribue à l'incertitude. Avant la guerre, les Émirats arabes unis étaient le troisième producteur de pétrole brut de l'OPEP, produisant environ 3,6 millions de barils par jour, derrière l'Arabie saoudite et l'Irak. Le détroit d'Ormuz étant fermé, l'incidence à court terme sur le marché devrait être limitée, car les Émirats arabes unis ne peuvent pas exploiter pleinement ni exporter leur capacité excédentaire. À moyen et long terme, toutefois, cette décision soulève de nouvelles questions quant à l'unité de l'OPEP et affaiblit la capacité du groupe à coordonner ses politiques d'approvisionnement en pétrole.

PRÉVISIONS D'EDC

Croissance annuelle du PIB réel

Perspectives économiques mondiales (Variation annuelle en %)				
	2025	2026 ^P	2027 ^P	2028 ^P
Pays développés	1,9	1,5	1,7	2
Canada	1,9	1	2,1	2,2
États-Unis	2,1	2	2,1	2,4
Zone euro	1,5	0,8	1,3	1,5
Allemagne	0,3	0,6	1,1	1,3
France	0,9	0,6	0,9	1,3
Pays émergents	4,4	3,7	4,3	4,4
Chine	5,0	4,7	4,4	4,3
Inde	7,8	6	6,5	6,5
Brésil	2,6	2,1	1,8	2
Mexique	0,7	0,9	2,1	2,1
Monde	3,4	2,8	3,2	3,4

Devises et taux d'intérêt

Perspectives économiques mondiales		2025	2026 ^P	2027 ^P	2028 ^P
Devises	Taux de change				
Dollar américain	USD par rapport au CAD	0,72 \$	0,73 \$	0,73 \$	0,74 \$
Euro	USD par rapport à l'EUR	1,13 \$	1,18 \$	1,18 \$	1,18 \$
Euro	CAD par rapport à l'EUR	1,58 \$	1,62 \$	1,61 \$	1,59 \$
Taux d'intérêt, moyenne annuelle					
Banque du Canada <i>(taux cible du financement à un jour)</i>		2,71	2,25	2,30	2,73
Réserve fédérale américaine <i>(taux cible des fonds fédéraux – médiane)</i>		4,25	3,64	3,88	3,57
Banque centrale européenne <i>(taux directeur)</i>		2,41	2,29	2,36	2,15

Cours des produits de base

Perspectives économiques mondiales	2025	2026 ^P	2027 ^P	2028 ^P
Pétrole brut Brent , <i>USD/baril</i>	69,10 \$	96,30 \$	86,30 \$	73,80 \$
West Texas Intermediate , <i>USD/baril</i>	64,80 \$	96,20 \$	83,60 \$	69,80 \$
Western Canada Select , <i>USD/baril</i>	53,90 \$	75,50 \$	69,30 \$	56,80 \$
Or , <i>USD/once troy</i>	3 435 \$	4 574 \$	4 700 \$	4 606 \$
Cuivre , <i>USD/tonne</i>	9 938 \$	13 379 \$	13 450 \$	12 979 \$

Avis de non-responsabilité

Le présent document ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique. Il s'agit uniquement d'un aperçu. Il serait malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche indépendante approfondie et obtenu les conseils d'un professionnel.

Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, elle ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Les informations présentées pourraient se périmier, en tout ou en partie, à n'importe quel moment. Il incombe donc à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir.

EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission liée au présent document ou en découlant. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir des conseils juridiques ou fiscaux, le lecteur doit consulter un professionnel compétent.

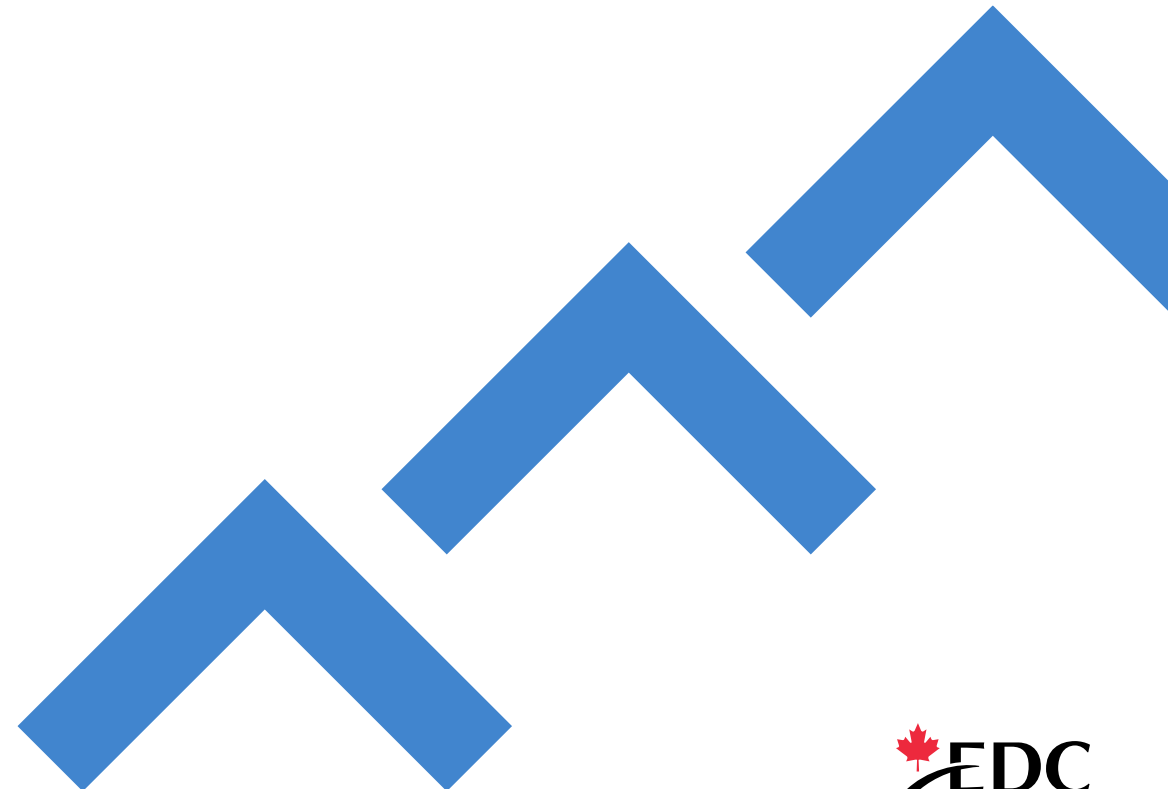
EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2026. Tous droits réservés.

Demandes des médias

1 888 222-4065

media@edc.ca



TAKE ON
THE WORLD



UN MONDE
À CONQUÉRIR